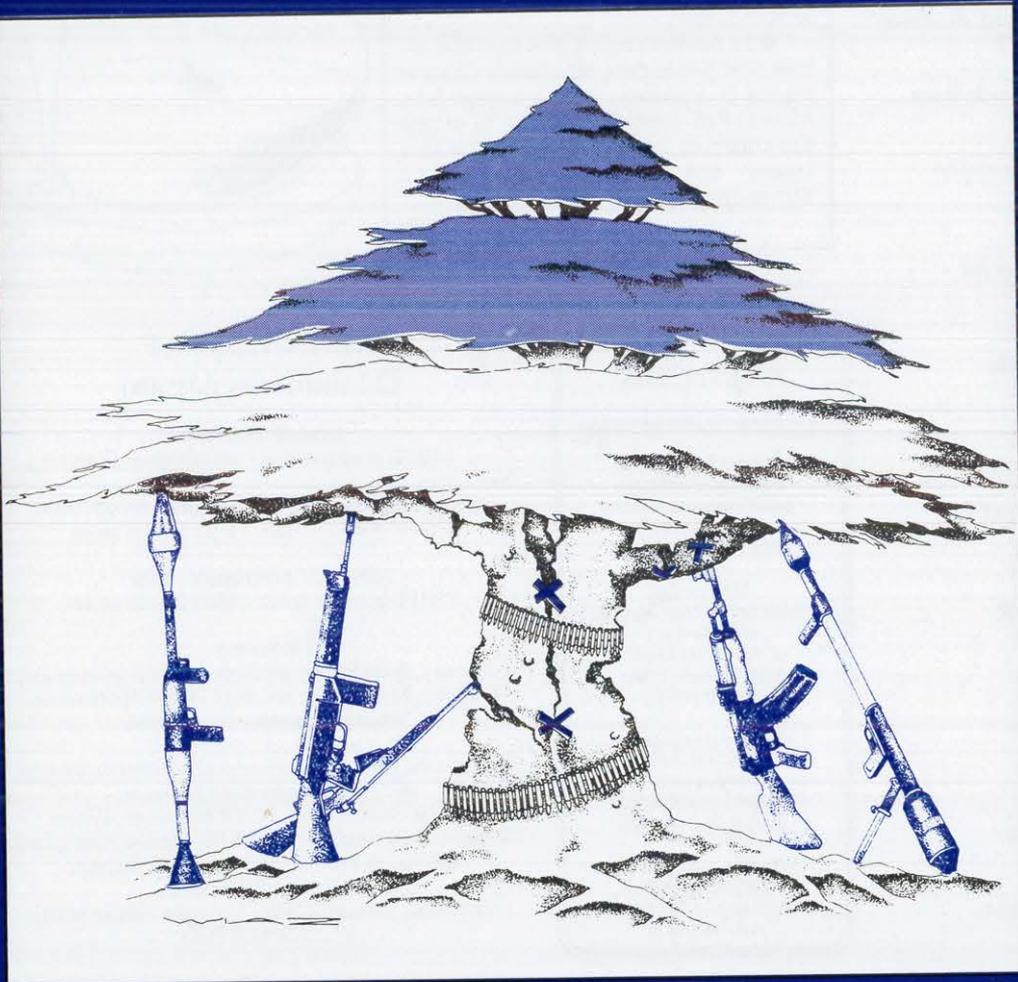


# INpreCOR

Numéro 317 du 26 octobre au 8 novembre 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB



## LIBAN

### Entre chien et loup

● BRESIL  
Le socialisme "pétiste"

● EL SALVADOR  
La paix armée

● GRANDE-BRETAGNE  
Le serpent de l'austérité

URSS :  
Chroniques de  
Léningrad

# INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 317  
DU 26 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE 1990

3

## MOYEN-ORIENT

**COLFE** : La drôle de guerre  
Salah JABER

4

**LIBAN** : Le Waterloo de "Napolaoun"  
Salah JABER

6

**PALESTINE** : Deux poids, deux mesures  
DOCUMENT

7

**EGYPTE** : Bruits de boîtes sur fond de crise  
Interview d'Ahmed SHAFEI

9

**COLFE** : Le recyclage des pétrodollars  
Winfried WOLF

11

**COLFE** : Réactions internationales

12

## ITALIE

« Occhetto sur son arbre perché »  
Livio MAITAN

14

## GRANDE-BRETAGNE

Maggie et le serpent  
Alan FREEMAN

16

## ALLEMAGNE

Désenchantement électoral  
Manuel KELLNER

17

## UNION SOVIETIQUE

Impressions de voyage  
Anne-Marie FANON

18

Voix de Léninegrad  
TABLE RONDE

20

## SALVADOR

La guerre n'est pas finie  
Sergio RODRIGUEZ

21

Un gouvernement terroriste  
Joaquin VILLALOBOS

23

## BRESIL

Le socialisme "pétiste"  
DOCUMENT

26

## Nouvelles du monde

IVe Internationale ; Suisse  
Cinquante ans après la mort de Léon Trotsky

28

## RWANDA

Nostalgies coloniales  
Claude DEVILLIERS

## Errata en série

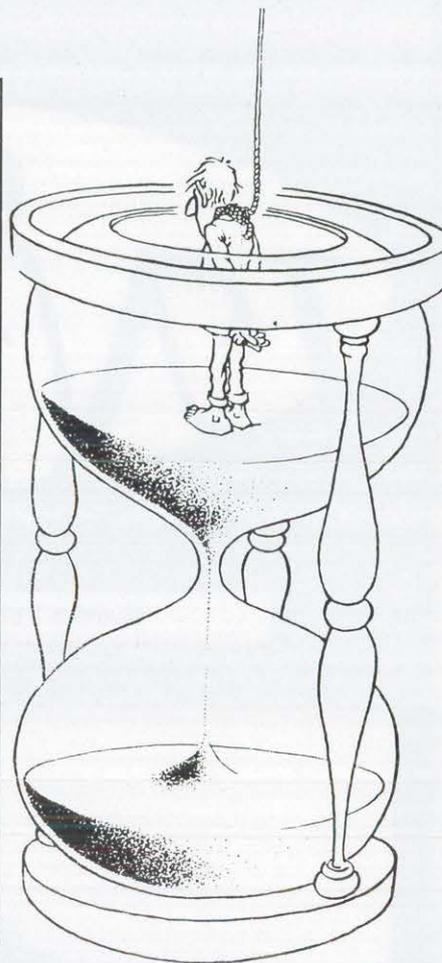
Nos lecteurs attentifs auront sûrement remarqué, dans le dernier exemplaire d'*InpreCOR* (n° 316 du 12 octobre 1990) trois abominables coquilles...

● La première se trouve dans l'article *L'ANC dans l'impasse* de Peter Blumer : en bas de la page 15, il manque une ligne. Il fallait lire comme suit : « *Les leçons douloureuses du Mozambique et de l'Angola nous montrent qu'une victoire brusque et totale (à laquelle nous avons été nombreux à rêver pendant des années) résoudrait peut-être certains problèmes immédiats, mais en engendrerait d'autres qui pourraient se révéler terribles.* »

● La seconde erreur est du même type, dans l'article *Un continent en vente* d'Alfonso Moro, cette fois. En bas de la page 19, il manque à nouveau une ligne ; il fallait lire : « *Les chiffres montrent par eux-mêmes qu'il faut arracher l'annulation totale de la dette extérieure, de ce qu'on appelle hypocritement le "tiers-monde".* »

● La dernière coquille, plus sournoise encore, s'est glissée dans l'article *Chaos et marché* de Catherine Verla, à la page 5. Le nouveau Parti socialiste soviétique ne compte pas « *quelques 3 500 membres* » comme nous l'avions écrit mais « *quelques 300 à 500 membres* ».

La rédaction



## INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC  
(Presse-Édition-Communication)  
Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

## ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe

140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM

155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie

180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé

France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.

Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *InpreCOR*,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte n° 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal  
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.

# La drôle de guerre

CES DISCUSSIONS en coulisses visent à dégager un arrangement en vertu duquel l'Irak se retirerait du Koweït, mais garderait en échange les îles de Boubiyan et Warba qui commandent son accès aux eaux du Golfe. Bagdad a longtemps demandé ces îles à l'émir du Koweït, lui proposant même de les louer. Plusieurs facteurs convergent vers la recherche d'une entente : d'une part, le blocus commence à peser lourd sur l'Irak ; de l'autre, les partisans du compromis estiment que les conditions politiques globales du conflit rendent plutôt nécessaire une solution négociée.

Du côté de l'Irak, Saddam Hussein multiplie de jour en jour les signes d'apaisement. Le moyen le plus spectaculaire dont il dispose à cet égard est, bien sûr, la libération des otages occidentaux. Des Espagnols, aux Britanniques accordés à Edward Heath, aux Américains octroyés au représentant des amitiés irako-américaines, jusqu'à la décision, confirmée le 23 octobre, de libérer l'ensemble des ressortissants français, autant de gestes qui témoignent de la disposition irakienne pour un règlement négocié. L'éloge de la position officielle française fait par le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, pour justifier la libération des "invités" français, indique bien que le pouvoir irakien recherche un compromis. Bagdad voudrait pouvoir sortir du Koweït sans perdre la face : il faudrait, à cette fin, que l'Irak retire de son aventure un gain territorial — il pourrait s'agir des îles —, et puisse faire état d'un acquis politique face à l'opinion publique arabe qui l'a soutenu. Celui-ci pourrait lui être fourni par l'exigence (renforcée par d'autres voix), d'une conférence pour le règlement du conflit israélo-palestinien que Washington aurait du mal à rejeter après avoir promis d'agir dans ce sens si la question du Koweït était réglée.

La France est, parmi les grandes puissances, la plus intéressée à un tel arrangement. La raison en est, bien entendu, que les intérêts français en Irak, accumulés en quinze années de rapports privilégiés avec le régime de Saddam Hussein, sont considérables. L'impérialisme français redoute une explosion militaire qui détruirait le potentiel industriel irakien et anéantirait aussi bien toute possibilité de récupérer les créances irakiennes et de

Entre le 21 et le 24 octobre 1990, des manœuvres politiques intenses se sont déroulées autour de la crise du Golfe : il s'agissait de tractations pour une solution de compromis, que Washington a directement contrecarrées.

**Salah JABER**

conserver ce client privilégié dans la région. L'éloge irakien de la position française comble d'aise le gouvernement Mitterrand, même s'il l'embarrasse vis-à-vis de ses partenaires impérialistes.

Globalement, cette attitude du gouvernement socialiste renforce la tradition instaurée par De Gaulle de rapports amicaux avec le nationalisme arabe, créneau judicieux utilisé par le fondateur de la Ve République pour marquer des points face à ses concurrents anglo-saxons. Les tractations secrètes françaises pour le règlement pacifique de la crise, évoquées par Tarek Aziz, ont d'ailleurs l'appui de la plupart des régimes arabes, épouvantés à la perspective d'un embrasement armé.

## Partisans de l'accalmie et va-t-en-guerre

Les seuls gouvernants arabes opposés à un compromis sont — outre l'émir du Koweït, pour des raisons évidentes — le roi saoudien Fahd et les présidents égyptien et syrien. Les trois sont des rivaux directs de l'Irak dans la bataille pour le contrôle de la région — les deux premiers s'étant, de surcroît, totalement compromis avec l'intervention des Etats-Unis, tandis que le troisième effectuait une transaction globale avec les Saoudiens et les Nord-Américains. Tous les autres régimes arabes souhaitent ardemment un accord, d'abord et surtout parce qu'ils craignent, à juste titre, les effets politiques désastreux pour la stabilité de leurs régimes qu'aurait un affrontement armé entre les Irakiens et les Etats-Unis. Cette appréhension existait déjà au début de la crise ; elle s'est très fortement accentuée à la suite de la tuerie perpétrée par les forces sionistes à Jérusalem, le 8 octobre (*Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990).

L'incapacité de l'administration nord-américaine à se départir, pour une fois et dans des circonstances aussi délicates et exceptionnelles, de son rôle habituel de bouclier d'Israël à l'Organisation des Na-

tions-Unies (ONU) a exaspéré même les alliés arabes traditionnels de Washington.

Le cycle Intifada-répression sioniste s'étant intensifié depuis le 8 octobre 1990, les conditions politiques générales d'une offensive militaire américaine contre l'Irak apparaissent aujourd'hui comme les plus mauvaises aux yeux des classes possédantes arabes. Celles-ci n'ayant, de surcroît, aucune sympathie particulière pour la famille régnante du Koweït, réputée pour son arrogance et sa pingrerie, elles sont tout à fait favorables à ce qu'un retrait irakien de ce territoire soit compensé par des concessions de la part de l'émir.

Une fraction importante de la monarchie et de la classe gouvernante saoudienne s'est exprimée dans le même sens, le 21 octobre 1990, par la bouche du prince Sultan. Celui-ci a convoqué une conférence de presse au cours de laquelle il a tenu des propos très conciliants à l'égard de l'Irak, allant jusqu'à recommander que le Koweït lui accorde un accès à la mer.

Ces prises de positions, ainsi que les tractations en coulisses qui les accompagnent ont, bien sûr, eu pour effet d'irriter au plus haut point l'administration américaine. Celle-ci, pour des raisons connues, cherche à régler son compte à Saddam Hussein et à neutraliser le potentiel militaire irakien, et exige donc la capitulation inconditionnelle de Bagdad. La réaction de Bush ne s'est pas faite attendre : égal à lui-même, il a encore une fois, le 23 octobre 1990, comparé le dictateur irakien à Hitler et affirmé qu'il n'y aura jamais de compromis, décrivant l'invasion du Koweït comme la pire des abominations de cette fin de siècle ! Une tartufferie aussi grossière se passe de commentaires...

La course est engagée entre Washington et les partisans du compromis. Il en résulte une tentation encore plus grande pour les Etats-Unis de passer à l'action dans les plus brefs délais, voire après les élections législatives de novembre aux Etats-Unis. La mobilisation contre la guerre ne doit surtout pas fléchir. ★

24 octobre 1990

# Le Waterloo de "Napolaoun"

LA NOTE est très lourde : depuis le 14 mars 1989, jour où le "général" a proclamé sa "guerre de libération" contre la Syrie et ses alliés libanais, en passant par celle qu'il a menée contre la milice chrétienne des Forces libanaises pour le contrôle du réduit chrétien, la mégalomanie de "Napolaoun" a coûté aux Libanais, et en particulier à ses coreligionnaires, plusieurs milliers de morts et de blessés et des dégâts dépassant, pour une bonne partie de cette zone, tous ceux des conflits qui se sont succédés au Liban depuis 1975. Quant au résultat de ce carnage, il est tout simplement nul : Aoun n'a pu réaliser aucun de ses objectifs déclarés, pour la bonne raison qu'ils étaient irréalisables dans le cadre des rapports de forces existants.

A cet égard, les affinités qui lient Michel Aoun à Saddam Hussein et qui font qu'ils se soutiennent mutuellement — le second ayant fourni armes et finances au premier — illustrent parfaitement le dicton selon lequel "qui se ressemble, s'assemble". Les deux hommes, en effet, ont en commun une ambition démesurée et un mépris total pour le coût humain de leurs folles aventures ; toutefois, les rapports qui les ont liés ne sauraient s'expliquer que par cela. Il s'agissait d'abord d'une alliance contre un ennemi commun : la Syrie.

C'est cette même volonté d'en découdre avec Damas qui avait poussé le gouvernement de Mitterrand à soutenir Aoun, quand, de surcroît, la France était encore l'alliée de l'Irak. Le soutien français officiel s'était cependant estompé lorsque, durant l'été 1989, la monarchie saoudienne et les autres détenteurs de pétrodollars du Golfe avaient parrainé les accords de Taëf (ville saoudienne), censés mettre fin à la guerre du Liban. Le nouveau président libanais, Elias Hraoui, élu, par les survivants du Parlement libanais issu des élections de 1972, sur la base de ces compromis avait été reconnu par l'ensemble des grandes

Michel Aoun — le "général" pour ses fans, "Napolaoun" comme l'a si bien surnommé le leader druze Walid Joumblatt — a finalement abandonné le combat, lâchant ses partisans, et s'est réfugié à l'ambassade de France à Beyrouth, le 13 octobre 1990. Ceux, parmi les chrétiens libanais qui, séduits par la détermination dont il avait fait preuve jusque-là, ont combattu sous ses ordres en ont été pour leurs frais.

## Salah JABER

puissances et des Etats arabes, à l'exception de l'Irak.

La Syrie avait néanmoins dû temporiser, avant de passer à l'action contre un Michel Aoun devenu hors-la-loi en termes de "droit international". La France et l'Irak, officieusement pour l'une et of-

bon cil la bataille qui a opposé, après les accords de Taëf, l'armée d'Aoun aux Forces libanaises parrainées par Israël, dans la zone chrétienne.

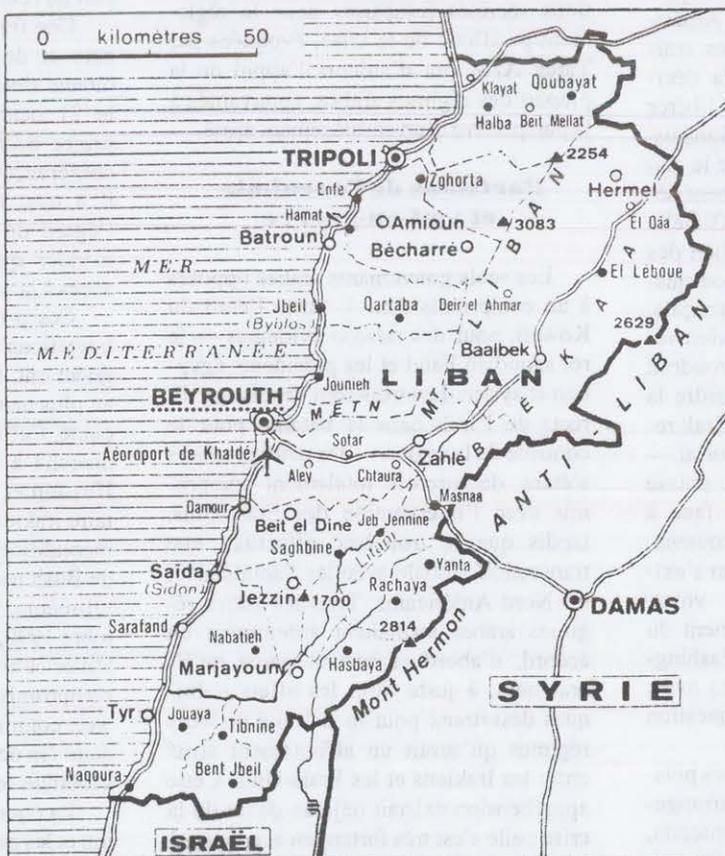
Cette bataille a d'ailleurs surpassé en violence toutes celles que le camp chrétien réactionnaire a mené uni contre ses ennemis. Elle s'est soldée par un match nul. Entre temps, la Syrie n'avait pas hésité à fournir cyniquement une aide au "général", celui-ci l'acceptant aussitôt, sans scrupules, moyennant changement de ton envers ceux contre qui la veille il menait sa "guerre de libération".

## Le Liban et le Golfe

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, a créé les conditions idéales, à plus d'un titre, pour une action syrienne décisive contre Michel Aoun. Soumis au blocus, l'Irak n'était plus en mesure de soutenir le "général". En outre, en se ralliant au camp américano-saoudien contre son ennemi juré Saddam Hussein, le dictateur syrien Hafez el-Assad savait qu'il obtiendrait, en échange, carte blanche de Washington pour agir au Liban, pays exportateur de terrorisme et non de pétrole. Ce n'est d'ailleurs qu'une partie des récompenses attribuées à la Syrie, dont la participation au blocus contre l'Irak et le soutien politique à la croisade contre Saddam Hussein sont tous deux essentiels.

Sur fond de blocus anti-irakien, la Syrie et son protégé Hraoui ont choisi, dans un premier temps, de soumettre également la zone contrôlée par Aoun à un blocus. Ils ont ensuite déclenché ensuite une offensive militaire, le 13 octobre 1990, provoquant en deux heures de combat la capitulation de "Napolaoun", qui n'avait pas cessé de jurer qu'il préférerait mourir plutôt que de céder.

Les conseils de Paris ont sûrement fait autant que les combats pour l'amener à tout abdiquer comme il l'a fait. Le gouvernement français lui a expliqué, en



ficiellement pour l'autre, continuaient à protéger le Don Quichotte libanais. Les Etats-Unis, bien qu'ayant rompu avec celui-ci, n'en mettaient pas moins en garde la Syrie contre toute intervention militaire à l'intérieur du réduit chrétien. Enfin, Damas ne pouvait que voir d'un

effet, qu'il ne pourrait plus rien faire pour lui, sauf sauver sa peau en lui accordant l'asile politique.

Aoun, qui avait placé quelques dizaines de millions de dollars à l'étranger, a préféré la perspective de cet exil doré à celle de la mort "héroïque" à laquelle il prétendait être prêt. Malheureusement pour lui, le gouvernement libanais, conseillé par Damas, ne l'entend pas de cette oreille. Il réclame au préalable la restitution des millions détournés par Aoun sur ses comptes personnels. Dans l'épreuve de force qui s'est engagée entre Paris et Beyrouth à ce sujet, c'est en fait Damas qui veut mettre à profit la conjoncture régionale qui lui est plus propice que jamais, pour régler ses vieux comptes avec l'establishment français unanime dans son hostilité à la Syrie.

De fait, la campagne anti-syrienne bat son plein en France. Les politiciens français, relayés par les médias, se livrent à la surenchère. De la majorité socialiste gouvernementale à l'extrême droite, en passant par l'ensemble de l'opposition bourgeoise, c'est à qui se déclarera plus "horroifié" par les agissements syriens ; le tout se déroule sur fond de parti-pris religieux, d'essence raciste, en défense des "chrétiens" libanais. Ce climat n'est pas sans influencer sur le comportement du pouvoir mitterrandien, pris au Moyen-Orient dans des "logiques" de plus en plus nombreuses et pas toujours conformes aux intérêts bien compris de l'impérialisme français auquel il préside.

### Que cherche la Syrie ?

La vendetta sanglante qui a suivi la reddition de Michel Aoun, dans le village de Bsouss — quelques dizaines de massacrés, une tuerie "banale" dans le carnage permanent du Liban — a été présentée en France comme le comble de l'horreur. Paris a jugé nécessaire d'en saisir ses partenaires du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), ce qui n'avait pas été jugé utile pour des tueries bien plus importantes comme celle des milliers de civils kurdes gazés par l'ex-allié irakien de la France à Halabja, en 1988.

Enfin, l'abject assassinat, le 21 octobre 1990, de la famille de Dany Chamoun, fils d'un des piliers de la droite chrétienne libanaise décédé en 1987, a été immédiatement attribué par les médias français à la Syrie, alors que tout

indique qu'il a été commis par les hommes de Samir Geagea, le chef sanguinaire des Forces libanaises chrétiennes. Celui-ci a déjà dirigé, en 1978, un massacre similaire (contre la famille du fils de Souleiman Frangié, principal allié chrétien des Syriens). L'assassinat de Chamoun, après la capitulation d'Aoun, élimine le dernier rival déclaré de Geagea pour le leadership du camp chrétien réactionnaire.

Le thème central de la campagne anti-syrienne en France, qui se nourrit de ces atrocités, est la volonté prêtée à la Syrie d'annexer le Liban. Le gouvernement comme l'opposition de droite expliquent



doctement que Damas a toujours caressé le projet d'une "Grande Syrie" et voudrait phagocytter le Liban comme l'Irak, le Koweït. Cette interprétation simpliste reprend, en fait, un thème éculé de la droite chrétienne libanaise, faisant abstraction des intérêts concrets qui dictent la démarche syrienne comme celle de tout Etat.

Le Liban, contrairement au Koweït, ne dispose d'aucune richesse minière. La Syrie n'a aucun intérêt matériel à annexer le Liban, d'autant moins que ce pays est un des endroits les plus ingouvernables de la planète. Le seul intérêt économique que représente le Liban pour la dictature syrienne provient, bien au contraire, du maintien de la spécificité libanaise dans ce domaine. Le Liban est, en effet, le pays du capitalisme le plus débridé du monde : ses lois et coutumes en font une zone de liberté économique sans pareille et un paradis fiscal ; il y règne, en même temps, que l'anarchie politique, une vaste économie "illégal" (culture du haschisch, trafics en tous genres, notamment ceux des armes et des stupéfiants, rackets à tous les niveaux, etc.)

C'est de cette spécificité libanaise que les barons de la bureaucratie bourgeoise au pouvoir en Syrie font leurs choux gras ; la dissoudre dans leur propre économie étatisée reviendrait à tuer la poule aux œufs d'or, à supposer que cela fut possible notamment

face aux veto israélien et impérialiste. C'est pourquoi le pouvoir syrien au Liban cherche à consolider son hégémonie sur ce pays, en préservant la spécificité libanaise dans les domaines profitables aux gouvernements syriens. Le corollaire est que l'establishment français ne défend pas "l'indépendance" du Liban contre la Syrie, mais sa propre domination impérialiste sur ce pays contre l'hégémonie syrienne.

### Une bombe à retardement

Les frontières de l'Etat libanais ont été découpées, en 1920, par l'administration coloniale française. A l'entité particulière que constituait le Mont-Liban, qui avait déjà été déchiré par une guerre de religions, les Français ont rajouté d'autres régions de manière tout à fait artificielle. Leur but était de rassembler le plus grand nombre de chrétiens possible dans les frontières de l'Etat du "Grand Liban" qu'ils créaient, très souvent contre le gré des intéressés eux-mêmes. La finalité de ce choix était de perpétuer la tutelle française sur ce pays, conçu comme îlot chrétien pro-occidental dans l'Orient arabo-musulman. Il en a résulté un pays dont la population n'avait aucune cohésion réelle, mais des allégeances diverses, souvent contradictoires, dans le cadre d'un équilibre acrobatique des plus précaires.

Le Liban conçu par la France coloniale était une bombe à retardement. Il a explosé une première fois en 1958, puis définitivement en 1975, après plusieurs déflagrations mineures. Quelle que soit l'issue des péripéties finales de l'épisode Aoun dans la guerre du Liban, celle-ci n'est pas prête de se terminer. "Exit Aoun", beaucoup d'autres restent et beaucoup rentreront.

Le désarmement des milices prévu par les accords de Taëf, s'il a lieu, ne sera qu'une nouvelle répétition de la même comédie. La dissuasion israélienne empêchera les Syriens de déployer au Liban les forces nécessaires pour un réel désarmement des fractions belligérantes du pays. Celles-ci restent très nombreuses, surarmées et toujours prêtes à s'entretuer selon une combinatoire défiant toute logique.

Le Liban est destiné à rester longtemps le théâtre de tous les règlements de comptes régionaux, s'ajoutant aux motivations locales de ses différentes milices. En vérité, l'avenir du Liban à long terme est d'abord tributaire de ce qui se passera en Syrie même. ★

23 octobre 1990

# Deux poids, deux mesures

Nous reproduisons des extraits du discours de Georges Habache — dirigeant du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), principale fraction de gauche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — prononcé à Amman, le 15 septembre 1990, sur le conflit du Golfe et la nouvelle situation internationale.

## DOCUMENT



**P**RENDRE la question de la crise du Golfe à la légère ou la traiter de façon sentimentale, serait une grossière erreur. Il est utile — et je le dis du point de vue d'un appui total à nos frères irakiens

dans cette bataille — de voir certaines choses en face : notre ennemi, c'est-à-dire l'administration nord-américaine, a gagné une bataille dans sa "guerre froide" contre le bloc socialiste et l'Union soviétique menée, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle se prépare à agir dans un monde à pôle unique, dominé par les Etats-Unis, et non plus bipolaire ou multipolaire. Nous devons intégrer cette nouvelle donne dans nos analyses.

Nous devons aussi prendre en compte la difficulté de la bataille que nous menons, au vu de la situation mondiale. Les tournants survenus au niveau international, depuis environ un an, font que les forces de libération nationale dans le monde entier sont dorénavant contraintes de compter, avant tout, sur elles-mêmes. Après avoir bénéficié de ces changements, après avoir remporté la "guerre froide" — avec l'effondrement de certains régimes socialistes et l'incapacité de l'Union soviétique à aider efficacement les forces d'émancipation nationale — l'Amérique du Nord ose parler d'un "nouvel ordre mondial". Je ne sais pas si vous avez lu ou écouté le dernier discours du président Bush, il y a quelques jours, où il y fait référence.

C'est la première fois que l'administration américaine parle d'un "nouvel ordre mondial" fondé sur l'entente entre les deux grandes puissances. Si vous analysez ses propos, vous verrez clairement comment elle entend organiser cette nouvelle situation internationale. Gare à tous les pays du tiers-monde qui ne sont consi-

dérés que comme des vaches à lait dont elle entend prendre la part du lion, puis distribuer des petits morceaux aux autres Etats industrialisés.

Si l'administration américaine veut la guerre à tout prix, nous y sommes prêts. Et s'il y a une quelconque possibilité de règlement politique qui permettrait à l'Irak — ainsi qu'à la cause palestinienne et à la nation arabe — de réaliser certains de leurs objectifs, je dis que nous pouvons emprunter cette voie. L'initiative prise par l'Irak [la proposition de Saddam Hussein d'échanger le retrait irakien du Koweït contre le retrait israélien des territoires occupés, ndlr] nous a ouvert une porte d'où nous pouvons d'exposer notre cause au monde entier.

### Et les autres résolutions des Nations-Unies ?

Que dit l'Irak ? Il dit que si les Etats-Unis sont attachés au droit international, celui-ci reconnaît au peuple palestinien le droit au retour en Palestine, selon la résolution 194 de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). Or il n'en a rien été : je suis moi-même originaire de la ville de Lod et je me trouve encore à l'extérieur. Il y a aussi une résolution de l'ONU qui nous reconnaît le droit à l'autodétermination (la résolution 3236), ainsi que le droit d'établir un Etat (résolution 3276). Et si quelqu'un nous dit qu'il s'agit là de résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, il y en a également du Conseil de sécurité : grâce à l'Intifada, celui-ci a adopté les résolutions 605, 607 et 608 qui parlent, au moins, de l'application de la Convention de Genève. Malgré cela, les Etats-Unis n'ont pas bougé, n'ont pas menacé, n'ont pas envoyé de flottes ni imposé un blocus [à Israël, ndlr].

Nous disposons maintenant d'un argument face au monde, et à l'administration Bush en premier lieu. Nous pouvons leur dire : comprenez-nous, si vous êtes disposés à régler la question du Golfe sur la base du droit international, nous avons

### Dans l'œil du cyclone

Le 15 septembre 1990, se tenait dans la capitale jordanienne, Amman, le Congrès des forces populaires arabes, vaste rassemblement de formations d'horizons divers et souvent contradictoires, dont le seul thème commun était l'opposition à l'intervention occidentale dans la région. Ce fut l'occasion pour les dirigeants de la gauche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de revenir dans cette ville, après vingt ans d'interdiction de séjour. Le retour à Amman de Georges Habache, illustrait à lui seul le changement de climat survenu en Jordanie, depuis plusieurs mois. Sous la pression grandissante du mouvement des masses palestiniennes et jordaniennes, le roi Hussein a été contraint d'ouvrir les vannes de l'expression politique dans son royaume.

Depuis le début de la crise du Golfe, le Dr. Georges Habache s'est distingué par une attitude tranchée de soutien « au peuple de l'Irak, à l'armée, à la direction politique irakienne et au frère Saddam Hussein ». Ce soutien a-critique est d'autant plus surprenant qu'il succède à plus de dix ans de rapports envenimés entre le FPLP et le pouvoir irakien. Le long discours prononcé par Georges Habache devant le Congrès des forces populaires, dont nous reproduisons ici des extraits, contenait cependant d'autres considérations. La position du FPLP est intéressante par le poids de cette organisation dans la lutte palestinienne et dans le mouvement anti-impérialiste mondial. ★

Salah Jaber

sans doute notre mot à dire. Nous sommes prêts à nous asseoir à la table des négociations pour discuter de toutes les questions du Moyen-Orient à la lumière du droit international. Mais si vous voulez les séparer, nous ne sommes pas idiots, nous n'acceptons pas que l'Amérique du Nord agisse selon son bon vouloir.

### Elles doivent toutes être appliquées

Nous disons que nous acceptons cette législation si les Nations-Unies entendent sérieusement appliquer leurs résolutions. Il y a celles portant sur le retrait d'Israël du Sud-Liban et des territoires occupés, en plus de la résolution 660 [retrait irakien du Koweït, ndlr]. Elles doivent toutes être appliquées, sinon permettez-nous de dire que nous avons notre légitimité arabe révolutionnaire. ★

Amman, 15 septembre 1990



# Bruits de bottes sur fond de crise

Le gouvernement de Moubarak a envoyé 20 000 hommes de troupe et 150 chars légers en Arabie saoudite aux côtés de l'armada dirigée par les Etats-Unis. Si le gouvernement égyptien espérait ainsi faire diversion à la grave crise économique que traverse le pays, il n'y est guère parvenu, comme l'explique Ahmed Shafei, militant révolutionnaire égyptien qu'*Inprecor* a rencontré.

**INPRECOR :** *Vu d'Europe, l'alignement du pouvoir égyptien sur les Etats-Unis dans la crise du Golfe semble être allé de soi. Comment cela s'est-il passé réellement ?*

Ahmed SHAFEI : La réaction du gouvernement égyptien face aux événements du Golfe s'est faite attendre pendant deux jours au terme desquels le ministre des Affaires étrangères a rompu le silence par un communiqué exigeant le règlement du contentieux irako-koweïtien dans un cadre arabe et octroyant au peuple koweïtien le droit de choisir un nouveau gouvernement. Cette position — qui ne supposait aucun soutien à l'émir du Koweït — s'est considérablement modifiée suite au sommet de la Ligue arabe d'août 1990 où l'Egypte s'est alignée sur les pays du Golfe (1) condamnant l'invasion irakienne ; cette décision s'est traduite par une série de mesures, dont la plus importante a été l'envoi de forces armées égyptiennes au secours de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis (EAU) (2).

Cette prise de position doit être analysée par rapport au poids de la crise économique à laquelle fait face la bourgeoisie égyptienne, et aux pressions des institutions financières internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, etc.) qui ne lui laissent qu'une marge de manœuvre très étroite. Le régime égyptien est contraint d'accepter tous les dispositifs mis en place par l'impérialisme pour protéger ses intérêts dans la région, dans l'espoir de voir certaines de ses dettes annulées ou, au moins, le paiement des intérêts repoussé à des échéances plus lointaines...

L'Egypte s'est considérablement endettée auprès du Koweït, qui utilise en matière de prêts les méthodes des institutions financières impérialistes. L'Irak

avait bien proposé à l'Egypte d'annuler sa dette envers le Koweït en échange de son appui, mais la dépendance égyptienne vis-à-vis de l'impérialisme est telle que cette "solution" ne pouvait être retenue. Les Etats-Unis "soutiennent" l'économie égyptienne à coup de prêts et de livraisons de blé — entre 75 et 80 % de cette céréale, principal produit de consommation populaire, provient des Etats-Unis.

◆ *Comment expliques-tu l'apparent accord de la population avec le gouvernement sur ce thème ?*

Vis-à-vis des masses, le pouvoir a joué sur une autre corde pour s'assurer au moins d'une connivence tacite : les rapports entre les travailleurs égyptiens et le régime irakien. Ce dernier, malgré sa démagogie nationaliste affronte une crise économique sans précédent, après huit années de guerre contre l'Irak (3). Lorsque les travailleurs irakiens étaient au front, il a fait appel à près de 2 millions d'Egyptiens pour les remplacer. Une fois les hostilités terminées, le régime a exploité à ses fins la concurrence entre Irakiens et Egyptiens sur le marché du travail. Ces derniers ont fait l'objet de diverses tracasseries administratives puis de l'hostilité des Irakiens. Cette situation, entretenue par le pouvoir irakien, a abouti à des agressions répétées contre les émigrés égyptiens, qui se sont soldées par des dizaines de meurtres. Aujourd'hui, il est facile pour le gouvernement égyptien de raviver le ressentiment des Egyptiens à l'égard de l'Irak pour justifier l'envoi de troupes aux côtés de l'impérialisme.

Au sein de la population égyptienne, il ne s'est rien produit de comparable avec les manifestations de soutien à l'Irak qu'on a pu voir dans les autres pays arabes, où le sentiment nationaliste a été mis à profit par la démagogie du pouvoir

## Difficile retour au pays

Les dirigeants égyptiens ont déclaré avoir besoin de 9 milliards de dollars, pour la seule année 1990, pour faire face au coût de la crise du Golfe — en comptant les pertes touristiques qu'elle engendre et la diminution très importante des revenus provenant du canal de Suez.

Le coup que cela représente pour l'Egypte — petit producteur de pétrole — pourrait être atténué par la hausse des prix du pétrole et par l'annulation d'une partie de sa dette énorme (plus de 40 milliards de dollars pour un pays de 52 millions d'habitants) par Washington. Mais ce soulagement sera mis à mal par le retour des 300 000 immigrants d'Irak qui va signifier la fin de l'envoi d'argent par ces derniers — source très importante de revenus pour l'économie égyptienne.

De plus, le gouvernement du Caire devra prévoir des logements, des emplois et des places dans le système scolaire pour ces travailleurs et leurs familles. Or, selon un coopérant étranger au Caire travaillant dans le secteur du développement, cité par le quotidien britannique *The Guardian* : « Les autorités n'y parviendront pas, cela va provoquer une crise, au moins dans la capitale. » Les problèmes auxquels est confrontée la population égyptienne, qui souffre déjà du chômage (plus de 3 millions de chômeurs, soit 20 % de la population active), vont s'aggraver avec le retour des émigrés. ★

irakien — en particulier au Yémen, au Soudan ou en Tunisie.

◆ *Peut-on expliquer cette absence de réaction populaire uniquement par ce facteur ?*

Non, l'ampleur de la crise économique joue un rôle déterminant et relègue à l'arrière-plan toutes les autres préoccupations. Les Egyptiens, frappés de plein fouet par l'austérité, paupérisés, attendent, prostrés, chaque année le vote du budget. Aujourd'hui, le gouvernement Moubarak entretient l'espoir que la position pro-impérialiste qu'il vient d'adopter soulagera quelque peu l'acuité de la crise.

1) Le transfert du siège de la Ligue arabe de Tunis au Caire n'est pas une pure coïncidence : longtemps boycottée par l'ensemble des pays arabes à la suite de la visite de Sadate à Jérusalem, et des accords de Camp David de 1978, l'Egypte n'abritait plus le siège de la Ligue. Ce boycott a été rompu par la visite de Yasser Arafat à Hosni Moubarak. Par la suite, les relations ont été rétablies entre l'Egypte et la Ligue. Le retour du siège de la Ligue arabe en Egypte est une victoire pour la bourgeoisie égyptienne, qui a drainé dans son sillage l'ensemble des régimes arabes ; cet événement reflète la faillite totale de la démagogie nationaliste arabe.

2) Début septembre 1990, la presse tunisienne a fait état de l'envoi de 5 000 prostituées égyptiennes en Arabie saoudite, pour les "besoins" de l'armada nord-américaine.

3) Voir *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990.

## Vous avez dit "droits de l'homme" ...

« En Egypte, l'état d'urgence, proclamé en 1981 est resté en vigueur. Aux termes de l'article 3 de la loi d'urgence, le ministre de l'Intérieur peut faire "arrêter et détenir les personnes suspectes ou celles qui menacent l'ordre public ou la sécurité". (...) »

« Les autorités ont utilisé les larges pouvoirs que leur confère la législation de l'état d'urgence pour réprimer l'opposition des groupes de gauche, des syndicalistes, et plus particulièrement des groupes islamistes. (...) »

« Au moins 8 000 sympathisants réels ou présumés de l'opposition islamiste auraient été incarcérés au cours de l'année. Plusieurs centaines de syndicalistes et d'autres opposants et détracteurs du gouvernement ont également été emprisonnés. La grande majorité des détenus ont apparemment été incarcérés en vertu des dispositions de l'état d'urgence et libérés sans inculpation ni jugement à l'issue de périodes de détention allant de quelques jours à trois mois. »

« Les prisonniers détenus en vertu des dispositions d'urgence auraient été fréquemment torturés et maltraités. Les personnes appréhendées au cours des vagues d'arrestations ont pratiquement toutes été passées à tabac. Beaucoup d'autres ont été systématiquement torturées dans le but de leur arracher des aveux sur des activités illégales, ou pour obtenir des informations. » ★

Extraits du *Rapport d'Amnesty International 1990*

Mais une telle attitude d'attente repousse à plus tard, sans l'exclure, la possibilité de manifestations d'hostilité contre la position anti-arabe du régime.

◆ *L'Egypte est l'un des pays arabes dont la classe ouvrière est la plus importante numériquement, et la plus concentrée. Où en est-elle aujourd'hui ?*

Ses traditions de lutte sont anciennes ; même si le régime de Nasser y a mis une sourdine, elles ont repris depuis une dizaine d'années et se radicalisent à une grande vitesse. Il s'agit généralement d'explosions spontanées, qui ne débouchent pas sur la création d'organisations ouvrières puissantes (syndicats ou partis). En général, ces mouvements sociaux partent de revendications économiques, mais l'affrontement avec l'Etat bourgeois devient vite inévitable dans un pays où ce dernier est le principal propriétaire des moyens de production. Dès lors, les exigences économiques deviennent rapidement politiques et les syndicats jaunes, à la solde du gouvernement, sont déboutés et remplacés par des "comités ouvriers". Les luttes achoppent aussi sur les questions démocratiques, puisqu'il est interdit, en Egypte, de faire grève, de manifester, etc. Elles aboutissent souvent, comme en 1989 à Héliouan — l'un des principaux centres industriels du pays (4) — à des affrontements sanglants entre grévistes et forces de l'ordre.

Cette conscience de classe se retrouve chez les émigrés égyptiens qui, contrairement aux Maghrébins, ne sont pas installés dans les métropoles du Nord, mais plutôt dans les pays voisins (Libye, Jorda-

nie, Irak, EAU). Cette émigration spécifique a, pour le moment, mis au second plan ses revendications de type national : le travailleur égyptien émigré en Libye, en Jordanie ou en Irak considère l'employeur libyen, palestinien ou irakien plutôt comme un patron que comme un "frère arabe", ou qu'un "étranger", comme en Europe. La conscience de classe a ainsi remplacé la conscience nationale arabe.

Après avoir été expulsés par milliers de Libye, exploités en Jordanie, tués en Irak, les travailleurs égyptiens mettent peu d'empressement à dénoncer les menées impérialistes contre Kadhafi et à soutenir l'Intifada ou le régime irakien... Bien sûr, les données objectives n'expliquent pas tout, mais les mesures anti-ouvrières des régimes nationalistes arabes ne peuvent que renforcer la conviction de l'échec du nationalisme, après la faillite de Nasser.

De plus, la classe ouvrière n'est pas encadrée politiquement ; la gauche n'est pas parvenue à s'y implanter. Pourtant, la dynamique actuelle des luttes lui ouvre d'énormes possibilités et ce, d'autant plus que la politique d'ouverture économique menace les intérêts de certaines couches de la petite bourgeoisie, des paysans pauvres et des secteurs liés à l'appareil d'Etat.

Le Parti communiste, par exemple, est déchiré par ses difficultés internes, affaibli par la clandestinité, et il subit de plein fouet les retombées des événements d'Europe de l'Est. Il est actuellement amené à revoir toute sa propagande, non par souci de rigueur théorique, mais pour justifier la politique de Gorbatchev. Ses contorsions, depuis les événements du Golfe, sont à

l'image de celles faites à l'époque de Camp David, lorsqu'il soutenait à la fois les accords égypto-israéliens et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

◆ *Qu'en est-il des autres forces politiques ?*

L'opposition libérale va encore plus loin que le régime dans son soutien à l'impérialisme. Les forces de gauche, on l'a vu, restent marginales, sauf dans les universités où elles étaient hégémoniques durant les années 70. Depuis, elles ont été remplacées par les intégristes (5) mais, récemment, elles ont regagné du terrain en organisant des mobilisations sur des thèmes anti-impérialistes.

Les intégristes, eux, sont fort embarrassés depuis l'intervention impérialiste dans le Golfe. Leur position est pour le moins inconfortable puisqu'ils sont traditionnellement à la fois anti-occidentaux et alliés politiquement et financièrement avec l'Arabie saoudite, dont le régime a fait du Coran sa Constitution. Incapables de justifier la présence "occidentale" dans ce pays, ils ont adopté une position en trois points : condamnation de l'invasion du Koweït par l'Irak ; défense de l'Arabie saoudite ; condamnation de la présence américaine.

Logiquement, les masses égyptiennes, sous l'impact de l'aggravation de la crise économique — que même la "reconnaissance" impérialiste ne saurait juguler — seront amenées à contester le régime ainsi que l'impérialisme. ★

10 octobre 1990

Propos recueillis par Luiza Maria



4) Voir *Inprecor* n° 297 du 13 novembre 1989.

5) L'influence intégriste, à laquelle l'absence de gauche laisse le champ libre, n'est pas non plus contrebalancée par un mouvement de femmes ; il existe plutôt une mouvance liée à des partis ou à des personnalités. Elles ne ripostent pas à l'intégrisme avec des revendications féministes, mais au travers de programmes généraux de formation. Pourtant, les réactions sporadiques, isolées et individuelles à l'intégrisme existent, mais n'ont pas abouti à la création d'un mouvement organisé.

# Le recyclage des pétrodollars

Le pétrole est l'huile qui lubrifie les rouages de l'économie impérialiste depuis le début du XXe siècle, depuis que Rockefeller et la compagnie Standard Oil sont devenus la fraction dirigeante du capital nord-américain, et donc du capital mondial. Le pétrole est le carburant qui fait marcher le capitalisme du troisième âge depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale — tant au sens propre (politiques énergétiques), qu'au sens figuré (mouvement des capitaux). Voilà qui explique l'empressement actuel des puissances impérialistes à en finir avec Saddam Hussein.

Winfried WOLF



LES TRUSTS liés au pétrole (multinationales de l'automobile, industries de transformation, sociétés d'extraction, chimie, etc.) concentrent, depuis 1945, un pouvoir décisif dans la sphère de la

l'impérialisme.

Les plus récentes analyses de la compagnie pétrolière Shell établissent que les réserves actuellement connues — et dont l'exploitation serait envisageable sans entraîner des coûts impossibles à assumer — peuvent encore couvrir 40 ou 50 ans, à un niveau de consommation constante. Voilà qui prouve de façon éclatante l'irrationalité de la maxime « *Après nous le déluge* », caractéristique du capitalisme. L'économie entière repose sur une matière première d'exploitation récente, en quantité limitée, ce qui ne l'empêche pas de construire des centrales thermiques, des routes, des ponts, des tunnels capables de durer 50, 100 ans ou davantage, mais qui seront sûrement délaissés bien avant. A supposer même qu'on découvre de nouveaux gisements, il est plus probable que le prix du pétrole augmentera énormément à brève échéance, dévalorisant du même coup les investissements antérieurs.

La menace d'une guerre dans le Golfe, du seul fait de l'importance du pétrole et de sa rareté, est évidemment un facteur décisif de la politique et de l'économie mondiales ; parler de conflit "régional" reviendrait à en sous-estimer gravement la portée.

Quand, en 1973, les membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) sont parvenus à coordonner leurs politiques et, surtout, à restreindre la production, la loi de la jungle qui régit les rapports entre l'impérialisme et le tiers monde (les pays dominés sont tenus de livrer des matières premières à des prix sous-évalués et de les échanger contre des biens industriels aux prix sur-évalués) a été mise à mal pour la première fois. Tout d'un coup, un produit de "monoculture" du tiers monde se vendait à un prix beaucoup plus élevé qu'auparavant.

Les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ne pouvant, à court terme, changer de politique énergétique, ceux de l'OPEP ont joui dans les faits d'une sorte de monopole ou d'"oligopole". L'OPEP ayant, par ailleurs, des intérêts en partie communs avec des multinationales, ces dernières ont engrangé d'énormes surprofits grâce à l'envolée des prix du brut, alors que les pays extracteurs accumulaient des centaines de milliards de dollars de "recettes excep-

tionnelles", ce qu'on a baptisé les pétrodollars. En contrepartie, les factures énergétiques de tous les pays impérialistes se sont alourdies, mais elles ont été réglées, en dernier ressort, par les consommateurs (hausse des prix de l'essence et du fuel, inflation généralisée).

Les retombées ont été particulièrement lourdes pour les pays du tiers monde. Ce fut l'une des causes essentielles de l'important processus d'endettement des années 70 (voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990) et des brutales mesures d'austérité auxquelles sont confrontés ces pays depuis, au moins, les années 80.

## Recyclage par l'investissement

L'impérialisme, lui, a eu à cœur de faire revenir ces pétrodollars dans les métropoles. Une première forme élémentaire de recyclage a consisté à transférer le profit des pays extracteurs dans les métropoles impérialistes sous forme d'investissements en capitaux ou financiers.

L'opération était facilitée par le fait que les pays de l'OPEP (ainsi que le Mexique et le Nigeria) étaient, et sont, des pays intégralement capitalistes, dépendants de l'impérialisme, et que leurs classes dominantes se désintéressent de leur développement intérieur — il ne s'agit pas de "bourgeoisies nationales" classiques ; la seule chose qui les motive est la préservation de leur pouvoir et l'accumulation de leur richesse privée.

C'est dans ces conditions que les revenus accrus tirés de la vente du pétrole ont été investis essentiellement en Occident dans des placements en capitaux et dans le secteur bancaire. On a ainsi assisté à de spectaculaires prises de participation d'Etats pétroliers dans des firmes comme les aciéries Krupp, ou les constructeurs automobiles Daimler, Fiat, etc.

L'émirat du Koweït est un modèle du genre : on estime la fortune koweïtienne placée à l'étranger à plus de 100

## Racket

L'administration Bush a demandé aux différents pays occidentaux de l'aider à financer son effort de guerre, évalué à au moins 6 milliards de dollars d'ici la fin 1990 ; Washington cherche également à dédommager les régimes "amis" du Moyen-Orient dont les économies ont été touchées par le blocus décrété par les Nations-Unies contre l'Irak.

● Le Japon a déjà promis 2 milliards de dollars pour la force multinationale dirigée par les Etats-Unis, et 2 autres pour les pays affectés par le blocus.

● L'Allemagne envisage de donner 2 milliards de dollars, dont 50 % pour les Etats-Unis et le reste devant être partagé entre l'Egypte, la Turquie et la Jordanie.

● Les Saoudiens, qui récoltent les bénéfices de la hausse des prix du pétrole, ont promis une somme dont on ignore encore le montant. Selon le *Washington Post*, les Etats-Unis désiraient que ce pays apporte au moins 4 milliards de dollars, d'ici la fin 1990, pour aider les pays de la ligne de front frappés par le blocus et qu'il finance à hauteur de 500 millions de dollars par mois les forces américaines déployées en Arabie saoudite.

● Quant à l'émir du Koweït, il a d'ores et déjà octroyé 5 milliards de dollars au titre d'"aide économique d'urgence" et pour les forces d'intervention. ★

*The Guardian* du 3 octobre 1990

**Plus dure sera la chute...**



L'histoire de l'impérialisme a déjà connu des aventures militaires semblables au déploiement de forces actuel dans le Golfe, qui ont représenté le début de la fin pour la puissance militaire dominante. L'historien Paul Kennedy écrit :

« L'Amérique risque d'être la victime d'un aveuglement national qui a déjà atteint beaucoup de grandes puissances quand elles envoyaient leurs forces armées de l'autre côté de la terre. (...) »

« La Grande-Bretagne a pu réaliser une gigantesque démonstration de force quand, entre 1899 et 1900, elle s'est engagée, à plus de 10 000 kilomètres de la métropole, dans un conflit acharné avec les Boers d'Afrique du Sud. Londres a alors envoyé plus de 300 000 soldats venus de tous les continents. La Royal Navy était maître des voies maritimes, aucune autre puissance n'aurait pu faire un tel effort. (...) Cette impressionnante expédition militaire a empêché de voir le revers de la médaille de la grande puissance britannique. (...) Or, ce sont ses faiblesses, et non les défaites militaires qui ont causé son effondrement. »

Quand il parle des faiblesses profondes des Etats-Unis aujourd'hui, Kennedy ne s'arrête pas aux milliers de sans-abris de New-York, et ne s'embarrasse pas du fait que l'espérance de vie d'un Noir dans la capitale des Etats-Unis est actuellement inférieure à celle d'un Cubain. Il ne fait référence qu'à la faiblesse économique :

« Les Etats-Unis dépendent des 14 milliards de dollars de bons du Trésor que les Japonais achètent tous les trimestres. Si Washington continue à chercher noise au Japon et que le gouvernement japonais déclare un jour à ses agents de change "on arrête, on n'achète plus de bons du Trésor américain", alors se sera la fin des roulements de tambour des Etats-Unis. Une "grande" puissance n'est réellement grande qu'aussi longtemps qu'elle a les moyens d'agir de façon indépendante. En les perdant, les Britanniques ont perdu leur statut de puissance de premier rang. La crise de Suez — et la chute dramatique de la livre qui l'a accompagnée — en est un parfait exemple. » ★

Source : Soz, 13 septembre 1990

milliards de dollars. On y trouve d'importants paquets d'actions, entre autres dans les firmes allemandes Daimler (part du Koweït : 14 %), Metallgesellschaft (20 %) et Hoeschst (tout juste 20 %), dans la Midland Bank britannique (10,2 %) ou la multinationale British Petroleum (14 %). Selon le *Washington Post*, les Koweïtiens disposent aux Etats-Unis d'une fortune de 45 à 50 milliards de dollars placés en actions dans les banques, ou dans des propriétés foncières. Rien que dans la célèbre maison de courtage Morgan Stanley, à Wall Street, "travaillerait" un capital spéculatif koweïtien d'une valeur de 3 milliards de dollars.

« Quand l'émir vend, la Bourse flanche » titrait la revue financière américaine des boursiers, *Forbes*, en septembre 1990. En effet, toutes ces sommes continuent actuellement à être gérées par les gouvernants koweïtiens exilés, qui disposent ainsi — grâce aux "pétrodollars flottants" — d'une "économie en exil". Et, depuis le début de la crise du Golfe, le gouvernement américain négocie avec eux pour obtenir qu'ils financent une

partie des frais de l'engagement militaire des Etats-Unis sur leurs fonds, en procédant aux ventes nécessaires.

Dès 1986, on estimait les avoirs nets à l'étranger de l'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar et des Emirats arabes unis (EAU) à plus de 200 milliards de dollars ; ils pourraient aujourd'hui atteindre les 250 milliards.

Fait important de cette forme de recyclage des pétrodollars (qu'on retrouve lors des placements en banque et en bourse) : les Etats pétroliers continuent à disposer de titres de propriété dans des entreprises, de portefeuilles d'actions et de dépôts bancaires et boursiers.

**Recyclage par l'armement**

Un tout autre recyclage s'est produit lors de la guerre entre l'Irak et l'Irak. Deux Etats extracteurs, parmi les plus importants, se sont lancés dans une guerre d'extermination qui a englouti des centaines de milliards de dollars (et plus d'un million de vies humaines). Pour ce faire, ils ont dû acheter massivement de l'armement en Occident, surtout aux pays de la Communauté économique européenne (CEE), au Japon, aux Etats-Unis et au

Brésil. Ils soutenaient ainsi l'industrie internationale d'armement et la situation économique générale de ces pays.

Une demande supplémentaire, avant tout de fournitures militaires, est venue de toute la région qui, dans le sillage de cette guerre, a considérablement augmenté son équipement militaire. Il suffit, pour mémoire, de citer la commande, en 1987, de 50 avions Tornados par l'Arabie saoudite à la Grande-Bretagne et à la République fédérale allemande (RFA), « la plus grande affaire du siècle sur le marché des armements » d'après le quotidien britannique *The Guardian*.

L'Irak, l'Irak et, dans une moindre mesure, d'autres pays de l'OPEP avaient besoin d'extraire et de mettre sur le marché la plus grande quantité possible de pétrole pour financer la guerre ; le cartel du pétrole — déjà affaibli par l'extraction en mer du Nord et les mesures d'austérité appliquées dans les pays impérialistes — s'est donc trouvé exclu du jeu.

Cela a provoqué une chute brutale des prix du brut — et entraîné un gain supplémentaire pour les métropoles impéria-

listes (moindre coût des importations de matières premières et de l'énergie).

Cette guerre a donc eu pour conséquence un recyclage des pétrodollars caractérisé par le fait que les pays de l'OPEP ne conservaient aucun droit de propriété, les ressources supplémentaires devant être immédiatement affectées à de nouveaux achats d'armement ; or, elles se réduisaient au fur et à mesure de la baisse des prix du brut lui-même.

Les commandes d'armement passées en Occident par les seuls Irak et Iran, pendant leur guerre, se chiffrent à 200 milliards de dollars. Si on y ajoute les autres Etats du Golfe, contraints de contribuer au financement de la guerre, il faut compter bien plus. Les économies réalisées par l'Occident pendant la même période, grâce à la chute du prix du brut, sont encore plus importantes. Globalement, on peut dire que cette guerre a représenté un important programme de soutien pour l'économie impérialiste ; celui-ci a été un élément de base pour le long boom des années 80 dans les pays développés occidentaux. ★

Soz, 13 septembre 1990



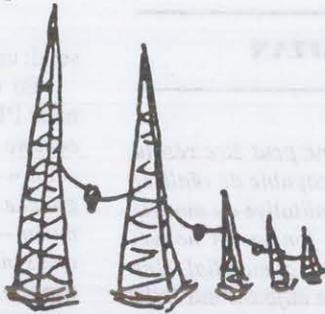
**ALLEMAGNE**

Un petit rassemblement contre la guerre dans le Golfe a eu lieu le 20 octobre 1990 à Berlin, à l'appel du Groupe des socialistes révolutionnaires (membres est-allemands de la IVe Internationale), de la Gauche unie, de certains secteurs du Parti du socialisme démocratique (PDS) et d'autres organisations.

Les organisateurs ont publié une déclaration commune qui dit, entre autres : « *Les conservateurs du Parti chrétien-démocrate (CDU) désirent modifier la Constitution afin de permettre aux troupes allemandes de participer à l'invasion. Grâce à leur "logique de guerre", ils veulent justifier une réduction prochaine des droits sociaux et démocratiques et aussi encourager le racisme. Chacun d'entre nous sera touché — en premier lieu, les étrangers et les femmes, mais aussi toute opposition démocratique à l'unité de l'Etat allemand. Avec cette "logique de guerre", le gouvernement pourra justifier une hausse des impôts, même si, pour le moment, il prétend qu'elle n'aura pas lieu. Comme d'habitude, le poids de la guerre reposera sur le dos des travailleurs. Ce n'est pas notre guerre ! Si Kohl veut faire la guerre, il n'a qu'à partir la faire tout seul !* » ★

personnes à Rouen et à Lyon, et plus de 700 à Lille.

Ces mobilisations, malgré leur importance, ne représentent que la partie émergée de l'iceberg : en effet, d'après les derniers sondages, l'opinion publique française est de plus en plus hostile à la présence de ses troupes en Arabie saoudite et, *a fortiori*, au déclenchement d'une guerre. L'annonce, le 22 octobre, par le ministre de la Défense, que cette expédition allait coûter la bagatelle de 3 milliards de francs "au moins", pour 1990, risque de renforcer ce sentiment anti-guerre, au moment où les mobilisations sociales contre l'austérité se multiplient dans la Fonction publique. ★



**ITALIE**

La traditionnelle "marche de la paix" internationale entre Pérouse et Assise, organisée tous les ans par les organisations pacifistes italiennes, a dépassé cette année toutes les prévisions : plus de 100 000 personnes se sont retrouvées le 7 octobre 1990 pour protester contre la "logique de guerre" que le gouvernement italien veut imposer.

Aux côtés de nombreux comités pacifistes et d'organisations religieuses, les membres du Parti communiste italien (PCI) s'étaient déplacés en masse (derrière leurs dirigeants Achille Occhetto et Aldo Tortorella) pour manifester leur refus de l'engrenage belliciste dans le Golfe.

Le comité organisateur demandait une solution pacifique et négociée du conflit, le retrait de l'Irak du Koweït et une action efficace et réelle de l'ONU pour résoudre la crise dans le Golfe, mais aussi la question palestinienne.

De nombreuses personnalités étrangères étaient également présentes et ont pris la parole, dont un député du Parti social-démocrate (SPD) allemand, le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en Italie, un objecteur de conscience nord-américain, etc. ★

FRANCE / ETATS-UNIS

**Soldats contre la guerre**



Deux soldats en uniforme au premier rang de la manifestation parisienne du 20 octobre 1990. Une conférence de presse au mémorial des vétérans du Viêt-nam à Washington. Et, dans les deux cas, un même engagement : « *Nous ne la ferons pas ! Cette guerre n'est pas la nôtre !* » L'opposition à la guerre du Golfe rencontre un écho jusqu'au sein des armées occidentales engagées dans le conflit.

A Washington, Patrick Colclough, 21 ans, et Matthew Brown, 20 ans, ont annoncé qu'ils refusaient l'appel au service actif dans le cadre symbolique du mémorial où sont inscrits les noms des 57 000 Américains morts au Viêt-nam. Patrick explique calmement : « *J'espère que mon action aidera d'une façon ou d'une autre à empêcher un nouveau Viêt-nam. Ma génération ne veut pas d'une autre "guerre du président". Nous ne voulons pas d'un autre mémorial pour les victimes de notre désastre.* »

A Paris, Pascal Bidaux et Frédéric Poncet, soldats du contingent, le premier en garnison à Mailly-le-Camp, dans un régiment d'artillerie nucléaire, le second en garnison à Landau (Allemagne), ont, par leur geste, manifesté leur refus d'une guerre qui les conduirait à se battre contre les populations arabes pour le seul intérêt des émirs et des compagnies pétrolières occidentales.

Par-delà les frontières et dans deux situations différentes, cette attitude exemplaire de jeunes soldats, qui rencontre déjà un écho important, devrait conduire tous les opposants à la guerre à prendre en charge une campagne de solidarité active avec tous les militaires qui refuseront la boucherie impérialiste. C'est ce qu'ont décidé les forces qui avaient convoqué la manifestation parisienne et, notamment, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le Parti communiste français (PCF), la Confédération générale du travail (CGT), Lutte ouvrière (LO) et les Verts. Aux Etats-Unis, les coordinateurs du mouvement anti-guerre ont pris le même engagement. Car, déjà, la répression de Bush et Mitterrand frappe durement ces jeunes hommes.

Un autre soldat américain, Jeffrey Patterson, est en prison à Pearl Harbor où il sera traduit en cour martiale pour avoir refusé, le 29 août 1990, de partir avec son unité pour l'Arabie saoudite. Les deux soldats français sont aux arrêts dans leur unité. De partout, il faut leur témoigner notre solidarité.

Ecrivez-leur :

Pascal Bidaux, 3e RA, BCS, 10231 Mailly-le-Camp.  
Frédéric Poncet, SP 69558, 00609 Armées.

**FRANCE**

A l'appel d'un collectif de 75 personnalités et de nombreux partis politiques et syndicats dont le Parti communiste français (PCF), les Jeunesses communistes (JC), la Confédération générale du travail (CGT), d'organisations proches du PCF, des Verts et des formations d'extrême gauche (dont la Ligue communiste révolutionnaire, LCR, section française de la IVe Internationale), une manifestation de plus de 12 000 personnes a eu lieu à Paris, le 20 octobre 1990, pour le retrait des troupes françaises du Golfe.

Un cortège dynamique et coloré a traversé les rues de la capitale aux cris de « *Le pétrole ne vaut pas une goutte de sang* », « *Non à la guerre* », « *Nous n'irons pas mourir pour Esso* », etc. D'autres actions unitaires du même type se sont déroulées dans les principales villes françaises, avec notamment environ 1 000

**ETATS-UNIS**

Les rues de New York, Washington, Atlanta, Boston, San Francisco, Chicago, Los Angeles, etc. ont résonné aux accents des slogans anti-guerre, le 20 octobre 1990 : à l'appel de syndicats, d'associations d'anciens combattants et d'organisations religieuses, des manifestations étaient organisées dans 18 villes des Etats-Unis pour protester contre l'intervention militaire américaine dans le Golfe.

Environ 20 000 personnes (dont de nombreux vétérans de la guerre du Viêt-nam et des militants des mouvements de solidarité avec l'Amérique centrale) ont manifesté à New York aux cris de « *Non, nous ne nous battons pas pour Texaco !* ». Ils étaient 8 000 à San Francisco, 1 000 à Boston,

etc., à avoir répondu à l'appel de la coalition "Contre un nouveau Viêt-nam", exigeant le retrait des 200 000 militaires américains cantonnés dans les sables d'Arabie saoudite. ★



Plus de 23 000 personnes ont formé une chaîne humaine autour d'une base américaine, à Tokyo, le 21 octobre 1990, en protestation contre l'envoi éventuel de troupes japonaises dans le Golfe. Les manifestants réclamaient que le projet de modification de la Constitution, envisageant l'envoi de soldats japonais à l'étranger, soit retiré. ★

## « Occhetto sur son arbre perché... »

CETTE SEANCE de la direction du PCI a été exceptionnellement couverte par les médias et la proclamation d'Occhetto a été transmise en direct par la radio du Parti, alors que les militants s'étaient rassemblés dans les locaux pour l'écouter. Les commentateurs de tous bords se sont surtout occupés de la nouvelle appellation annoncée par Occhetto : le PCI sera rebaptisé "Parti démocratique de la gauche"; son symbole sera un chêne, et, concession faite aux nostalgiques du passé (ou subterfuge électoral), le vieil emblème subsistera aux pieds de l'arbre avec l'inscription "PCI".

Le contenu politique de la déclaration n'a provoqué aucune surprise au regard de ce qu'Occhetto avait expliqué publiquement, dès la chute du Mur de Berlin, et de la résolution adoptée par le congrès du Parti, quelques mois plus tard.

### Le "nouveau" programme

En 1989, lit-on dans la déclaration, « l'histoire du monde a changé ». Il faut donc faire peau neuve et dépasser toutes les conceptions et approches traditionnelles non seulement du mouvement communiste, mais plus généralement du mouvement ouvrier (les forces "nouvelles" — le nouveau parti — sont présentées comme « les héritières du mouvement ouvrier en Europe »; le nouveau nom choisi pour le PCI prétend, justement, traduire cette "substance").

« Les contradictions fondamentales de notre époque — celle qui existe entre la nécessité d'un développement élargi à l'humanité toute entière et l'exigence de la défense de la nature et de l'équilibre écologique de la planète; entre technologie et emploi; entre internationalisation des processus de production et centralisation des lieux de décision et de contrôle; et celle qu'il y a entre les formes nouvelles d'expression politique, sociale et culturelle de la supranationalité et l'émergence de particularismes et de conflits de nature nationale, ethnique et religieuse — l'ensemble

La crise du Parti communiste italien (PCI) est entrée dans une nouvelle phase lors de la réunion de sa direction nationale, du 10 au 12 octobre 1990. A cette occasion, son secrétaire général, Achille Occhetto, a présenté une "déclaration d'intentions", qui expliquait pourquoi il fallait construire un nouveau parti, annonçant même le nom qu'il devrait porter.

### Livio MAITAN

*de ces contradictions ne peut être résolu que par une politique capable de réaliser une transformation qualitative du modèle de développement, de fonder un nouvel ordre économique et social mondial. Une telle politique constitue aujourd'hui l'objectif essentiel d'une nouvelle gauche mondiale et marque le clivage entre conservateurs et progressistes.* » Telle est l'idée générale de la déclaration.

Plus concrètement — si on peut s'aventurer à utiliser un tel mot à ce propos — Occhetto propose « un gouvernement du développement différent »; celui-ci ne pourra pas se réaliser sur la base de l'élimination du marché par la planification centralisée.

Dans ce contexte, la « gauche aurait

la tâche historique d'orienter les forces économiques et sociales vers des objectifs sociaux et humains ». Pour ce faire, la formation d'un « gouvernement mondial et démocratique de développement » est une question « centrale ». Les Nations-Unies constituent, selon Occhetto, une première anticipation de ce que serait un tel gouvernement.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'Italie, de l'« idée de la démocratie comme voie au socialisme », découle celle « d'une gauche renouvelée; d'une gauche qui s'engage à travailler pour stimuler — sans provoquer de dispersion — une synthèse plus élevée des idéaux et des expériences du communisme italien, du réformisme libéral et socialiste, du catholicisme social et démocratique; d'une gauche ouverte à la discussion avec tous les courants et toutes les forces de renouveau à l'échelle mondiale et qui ait la volonté de contribuer ainsi à la réalisation du grand projet de la libération humaine ».

Il va de soi — Occhetto le réaffirme explicitement — qu'un parti avec de telles conceptions et de telles perspectives ne saurait que rejeter le centralisme démocratique, sous quelque forme que ce soit.

### La pilule passe mal

Ce sont des dirigeants politiques, des journalistes, des "politologues" bourgeois et des intellectuels, appartenant à ce qu'on appelle la "gauche souterraine", qui ont réagi le plus souvent positivement aux avances d'Occhetto.

En revanche, les réactions critiques de certains membres de la direction du Parti, qui appartiennent à la majorité issue du dernier congrès et sont donc favorables à un changement de nature et de nom de leur organisation, ont constitué en quelque sorte une surprise. Ce qu'on pourrait appeler la "droite de la majorité" n'a pas caché son mécontentement : elle aurait voulu, en effet, donner au nouveau parti un carac-



rière explicitement social-démocrate, dans la perspective de converger, à terme, avec le Parti socialiste (Napolitano est le porte-parole le plus connu de cette tendance). Sur la "gauche" du PCI, c'est surtout Bassolino qui a exprimé des réserves, expliquant que le texte d'Occhetto supprime complètement toute approche anti-capitaliste.

Puisque ceux qui s'étaient déjà opposés au projet d'Occhetto au début ont non seulement maintenu, mais même accentué leurs critiques, le secrétaire général s'est trouvé en assez mauvaise posture. Il a réagi par une sorte de chantage vis-à-vis de sa propre majorité — « *Soit vous me soutenez, soit je démissionne* » —, qui a donné des résultats : la majorité a souscrit une déclaration commune, qui réaffirmait ses objectifs et sa confiance dans Occhetto. L'idée, que Cossutta et d'autres avaient proposée à plusieurs reprises, de trancher sur la question du nom par un référendum dans le Parti — et qu'Occhetto lui-même avait relancé — a été finalement abandonnée (1).

Au-delà des vicissitudes de la dernière réunion de la direction, la situation s'est encore plus compliquée. Le prochain comité central sera sûrement révélateur quant aux conditions de préparation du congrès du PCI, prévu pour la fin de janvier 1991. Mais, pour l'instant, on peut déjà signaler qu'il existe, au moins, six tendances, courants ou "sensibilités".

### Le PS guette le malade

Selon des déclarations parues ces derniers jours, il est possible que la "droite" du Parti, tout en faisant bloc avec Occhetto sur la question de la transformation du PCI et du changement de nom, présente sa propre motion. Bassolino pourrait faire la même chose. Quant à ce qu'on appelle le "front du non", il s'est relativement ressoudé face à la majorité. Il a tenu, début octobre 1990, un stage au cours duquel est apparue une certaine radicalisation des positions, au détriment du leader "historique" Pietro Ingrao. Cependant, les divergences demeurent en ce qui concerne l'avenir : que faire si, comme cela semble fort probable, Occhetto et ses alliés remportent à nouveau la majorité ?

Pour l'instant, il semble que de vieux dirigeants comme Ingrao, Tortorella et ceux qui les soutiennent, soient décidés à rester dans le Parti. D'autres — appartenant au courant de Cossutta, caractérisé de façon trop simpliste de "pro-soviétique"

— semblent, par contre, résolus à rompre, dans une perspective de refondation politique et organisationnelle du PCI. Finalement, il existe un grand nombre de militants qui hésitent, dont ceux qui avaient appartenu au courant *Il Manifesto* (2). Rossana Rossanda qui, contrairement à certains de ses anciens amis, n'était pas rentrée dans le PCI et reste toujours indépendante penche jusqu'à présent, plutôt pour Ingrao.

Il serait prématuré et hasardeux d'avancer aujourd'hui un pronostic. Cependant, il faut noter que les tensions internes se sont considérablement aggravées : la lutte fractionnelle bat son plein et s'exprime tout à fait publiquement. Une scission peut donc avoir lieu, mais il est impossible de prévoir son ampleur, ni de connaître ses protagonistes.

Le Parti socialiste n'est évidemment pas un spectateur passif de cette crise. Son principal dirigeant, Bettino Craxi, s'est curieusement permis de critiquer Occhetto d'un point de vue de gauche : si le nouveau parti prétend entrer dans l'Internationale socialiste — ce qu'Occhetto a encore une fois confirmé — pourquoi romprait-il avec les traditions du mouvement ouvrier et renoncerait-il à s'appeler, sous une forme ou sous une autre, "socialiste" ? En fait, Craxi espère être le principal bénéficiaire de la crise du PCI, notam-

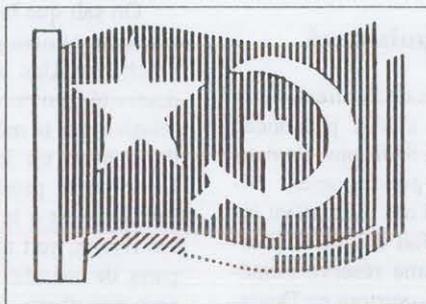
ment s'il y a une scission. Dans ce cas, il pourrait pousser à la tenue d'élections anticipées (en avril-mai 1991) de façon à ne pas laisser au nouveau parti le temps de se consolider, à lui couper l'herbe sous le pied et donc à imposer un changement substantiel dans le rapport de forces de la gauche au niveau électoral. Un tel projet n'est pas du tout dépourvu de réalisme.

### A gauche du PCI

La crise du PCI a aussi un impact important sur Democrazia Proletaria (DP). Lors du dernier congrès de cette organisation, en décembre 1989, deux approches différentes concernant la crise du PCI avaient vu le jour. Aujourd'hui, dans une situation interne difficile, cette organisation discute des choix à faire, parmi les opposants du PCI, en terme d'interlocuteurs privilégiés, et de la position à prendre dans l'éventualité de la création d'un nouveau parti.

L'idée que, dans l'hypothèse d'une rupture du PCI, il faudrait envisager la possibilité d'une convergence des militants provenant de ce parti et de DP dans le cadre d'une nouvelle organisation semble désormais très largement partagée par tous, même si le débat sur les conditions d'un tel rapprochement continue (3). ★

17 octobre 1990



L'évolution du symbole du PCI : Parti socialiste italien de 1919 ; création du PCI en 1921, et les transformations successives de 1945 à 1963 (Tiré de L'Unità).

1) Certains oppositionnels étaient favorables au référendum, à condition qu'il ne soit valable que si plus de 50 % des membres du Parti y participaient. En fait, un tel quorum serait très difficile à atteindre.

2) Courant *Il Manifesto* : scission de gauche du PCI en 1969 sous la poussée des mouvements sociaux et de l'extrême gauche ; il a par la suite réintégré le PCI.

3) Des points de vue différents se sont exprimés dans une réunion de la direction du 13-14 octobre, lors de la discussion sur un texte présenté par Giancarlo Saccoman, au nom du se-

crétariat de DP et d'une contribution d'Elettra Deiana, sur les divergences qui subsistent avec le "front du non". Une motion a été finalement soumise au vote qui, après avoir repris les axes principaux du texte de secrétariat, traçait les lignes d'orientation et d'intervention. Sur proposition de Livio Maitan, elle a votée séparément : l'introduction concernant l'acceptation du texte du secrétariat enregistrait 30 voix pour et 10 abstentions, alors que le reste était adopté à l'unanimité. Bien qu'aucune décision formelle n'ait été encore prise, il est acquis que DP tiendra son congrès début 1991.



LE gouvernement britannique a pratiquement perdu le contrôle de l'économie : l'inflation tourne aux alentours de 10 %, malgré des taux d'intérêt qui dépassent 15 % et une balance des paiements

dont le déficit atteint 19 milliards de livres sterling.

Le choix de la date d'entrée dans le SME a été avant tout politique. Le Parti conservateur, comme l'expliquait depuis longtemps le *Financial Times*, avait fixé « la date la plus adéquate pour l'entrée dans le SME. Il suffit de déduire la période de lune de miel de six mois pendant laquelle les taux d'intérêt seront moins élevés de la date des prochaines élections anticipées (1), pour trouver le jour fatidique ».

### Cadeau empoisonné

La prise de position de la direction du Parti travailliste, qui s'était prononcée pour une entrée dans le SME plus tôt dans l'année 1990, était politiquement vitale. Les conservateurs ont bien prévu les choses : il y aura un "état de grâce" puisque le SME apporte une réserve monétaire plus importante — surtout en Deutsche marks (DM) — qui permettra de défendre la livre. La récession causée par l'entrée dans le SME ne se fera sentir qu'à moyen terme sur le commerce extérieur britannique. A ce moment-là, soit les conservateurs seront réélus et devront mettre en place les "mesures douloureuses nécessaires pour corriger l'économie", soit un gouvernement travailliste faible et droitier devra faire face à cette tâche.

A travers l'entrée dans le SME, qui vise à défendre un taux de change fixe pour la livre, le gouvernement s'attaque au renversement d'une tendance vieille de cent ans ; la monnaie britannique a toujours baissé face à celles des pays dont la productivité augmentait plus rapidement que celle de la Grande-Bretagne.

Au cours du XXe siècle, la livre a perdu en moyenne 1,1 % chaque année face au dollar, 2,1 % face au DM ; et, 3,1 % face au yen depuis la Seconde Guerre mondiale. Depuis 1948, elle a perdu environ 3,6 % face au DM et, depuis 1973, 4,5 % face au DM et 5,2 % face au yen. Juste avant que les monnaies se mettent à flotter en 1972 (2), la livre s'échangeait contre 8,75 DM ou 850 yens ; elle vaut aujourd'hui aux alentours de 3 DM et de 280 yens.

Ce qui est sous-jacent — et de fait renforcé par la participation au Système monétaire européen —, c'est la faiblesse

structurelle de l'économie britannique, marquée pendant plus d'un siècle par la domination impériale. Tous les aspects de l'économie en rapport avec le rôle de la Grande-Bretagne à l'étranger ont été renforcés aux dépens de l'industrie de la métropole : industrie de défense, secteur financier et économique sur-dimensionné, très nombreuses importations depuis les anciennes colonies.

Selon un article du *Bulletin économique socialiste* (3) : « La stabilité du taux de change entre les principaux membres du SME se base, en dernière analyse, sur des taux de croissance de la productivité pratiquement identiques. Mais la Grande-Bretagne, malgré des réussites temporaires entre 1981 et 1987, n'est pas parvenue à obtenir une amélioration soutenue de la productivité semblable à celle de ses concurrents européens. »

On sait que la productivité est un facteur déterminant pour la stabilité du taux de change. Une augmentation de la productivité équivaut à une réduction de prix relative, car la même chose est alors produite avec un investissement moindre. Donc, si la productivité de la Grande-Bretagne est à la traîne derrière celle de ses rivaux, soit elle finira par perdre des parts de marché parce que ses produits sont trop chers, soit elle devra baisser ses prix — ce qui ne peut être compensé que par une diminution des salaires ou des profits.

### Une industrie à la traîne

La stabilité du taux de change dépend donc de la hausse parallèle des différents taux de productivité. Depuis 1945, la croissance moyenne de la productivité a été d'environ 6,6 % au Japon, de 4,1 % en France, de 4,3 % en l'Allemagne fédérale et de 4,4 % en l'Italie. La quasi-égalité entre ces trois derniers taux constitue la base réelle du taux de change stable dans le serpent monétaire du SME.

L'augmentation du taux de productivité en Grande-Bretagne, depuis 1979, n'atteint que la moitié de celui des pays cités précédemment — 2,4 % par an en moyenne. Depuis 1987, ce mode de croissance lente a repris. La croissance de la productivité dans l'ensemble de l'économie a été encore plus médiocre durant les quatre derniers trimestres.

La principale exception à ce taux généralement bas a été la hausse de 1979-1981 qui était due à un concours de circonstances particulier : il s'agissait d'un bénéfice temporaire au milieu d'une récession très intense, rendu possible uniquement par l'augmentation du prix relatif du pétrole, ce qui a modulé les déséquilibres de la balance des paiements. Durant

# Maggie et

La décision du gouvernement Thatcher (SME), le 8 octobre 1990, constitue une... économiques de la Grande-Bretagne à tra... a, malgré cela, reçu un soutien ent



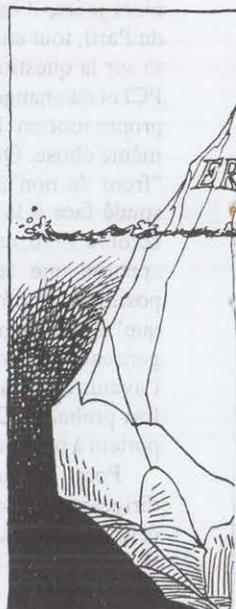
Alan

cette période, entre 15 et 20 % de la capacité productive de la Grande-Bretagne a été détruite tandis que le solde du pétrole passait de -0,6 % à +2,5 % du Produit national brut (PNB) — une amélioration de plus de 16 milliards de livres en prix de 1990. Sans cela, les problèmes de la balance des paiements auraient été insurmontables — ils commencent d'ailleurs à le devenir aujourd'hui.

Même avec la hausse du prix du pétrole due à la crise du Golfe, il est peu vraisemblable que ce dividende exceptionnel soit disponible pour le capital britannique dans le futur. Le surplus pétrolier est tombé à 0,25 % du PNB — une chute de 12 milliards de livres en prix de 1990. La production a baissé de manière substantielle. De plus, même à 30 dollars le baril, le prix réel équivaut seulement à celui de 1978.

La situation de la balance des paiements britannique est si mauvaise que les indicateurs du commerce, mais aussi des services vont bientôt être au rouge. La balance commerciale dans l'industrie est tombée de +6 % en 1970 à -3,2 % en 1989 — l'équivalent de 45 milliards de livres en 1990. Depuis 1979, le surplus dans les services est tombé de 1,9 à 0,8 % du PNB, alors que celui des profits réalisés à l'étranger ne représente plus que 0,6 % du PNB, et tout indique que les choses empirent.

La base de ce mécanisme repose sur l'échec systématique à investir dans l'industrie. La Grande-



Le navire du Parti

# le serpent

Entrer dans le Système monétaire européen  
tentative radicale pour résoudre les problèmes  
par une politique de récession drastique — qui  
plait à certains secteurs de gauche.

BREEMAN



Bretagne est le seul pays occidental qui maintienne simultanément une balance commerciale négative et continue à investir à l'étranger sur une très large échelle. Cela crée un parti pris systématique contre l'investissement dans l'industrie nationale qui, à long terme, handicape la hausse du taux de productivité du capital britannique. Début 1990, le taux de croissance du PNB britannique était descendu en dessous de 2 %, et celui de l'industrie à 0,6 %.

L'entrée dans le SME équivaut à un changement radical de cap ; elle transforme l'instrument le plus fondamental du gouvernement : sa politique monétaire. Comme l'a déclaré le Fonds monétaire international (FMI) lui-même : « *Le SME fait l'expérience que, selon un dicton connu en matière d'économie internationale, il n'est possible de réussir simultanément que l'un des trois objectifs suivants : garder des taux de change fixes, avoir une politique monétaire indépendante ou des marchés ouverts de capi-*



Le serpent et l'iceberg du Système monétaire européen.  
d'après The Economist du 13 octobre 1990

taux. » Mais cela ne signifie en aucun cas des taux d'intérêts plus bas. Au contraire, alors qu'auparavant les gouvernements avaient la possibilité de relâcher un peu les contraintes monétaires et de dévaluer, maintenant ils ne peuvent plus le faire.

Le prochain gouvernement, quel qu'il soit, sera obligé de fixer le taux d'intérêt à un niveau capable d'attirer suffisamment de capital pour annuler les pertes du commerce extérieur et défendre le taux de change.

Tous les commentateurs sérieux l'ont compris : « *L'idée selon laquelle, grâce à l'entrée dans le SME, nous parviendrions à la stabilité monétaire et nous serions débarrassés de la nécessité d'avoir des taux d'intérêt élevés n'est pas viable. Tant que le déficit du commerce extérieur sera très élevé, nous aurons besoin de taux d'intérêt élevés pour attirer les investissements.* »

Thatcher elle-même a expliqué, lors du Sommet de Dublin de mai 1990, à l'époque où elle refusait encore l'adhésion au SME : « *Je pense que nous devons être très prudents quant à l'affirmation selon laquelle les taux d'intérêt vont baisser si nous entrons dans le SME.* »

## Prévisible austérité

Puisque le livre sera surévalué en permanence — ce qui signifie que les prix des produits manufacturés britanniques seront artificiellement élevés — l'industrie de la Grande-Bretagne ne sera compétitive que si elle lance des attaques sévères contre les salaires. Une fois de plus, les commentateurs financiers en sont parfaitement conscients ; dans le *Guardian* du 23 avril 1990, Victor Keeagan écrivait : « *La Grande-Bretagne a un besoin urgent d'électrochocs, comme on en utilise parfois en dernier ressort dans les traitements des affections psychiatriques, (...) dans le cas de la Grande-Bretagne, cela passerait par une entrée immédiate dans le SME (...) entraînant d'un gel des salaires pendant un an.* »

Quant à Samuel Brittan, il a affirmé, dans le *Financial Times* du 14 juin 1990 qu'« *aucun partisan sérieux de l'entrée dans le SME ne l'a envisagée comme une solution rapide. Le fait d'en être membre conduit à réduire sévèrement les profits des compagnies engagées dans le commerce international, si elles essayent d'augmenter les prix plus vite que leurs concurrents européens.* »

C'est imminent au regard du taux extrêmement élevé de la livre au moment de son entrée dans le SME. Le consensus général, même parmi les autorités financières favorables à l'entrée de la Grande-

## Contre la Poll Tax

Le fer de lance de l'opposition active au gouvernement Thatcher reste la campagne contre la *Poll Tax* (voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990), nouvel impôt local qui vise à faire reposer sur les plus pauvres le financement des municipalités. Des millions de personnes ne l'ont pas payée, et semblent déterminées à ne pas le faire, ce qui conduira à une confrontation explosive entre l'Etat britannique, sa police et sa justice et de très nombreux citoyens.

Le 20 octobre 1990, à Londres, une manifestation de 25 000 personnes contre cet impôt s'est terminée par un rassemblement devant la prison de Brixton où sont détenus les participants du "soulèvement contre la *Poll Tax*" qui avait enflammé le cœur de la capitale en mars 1990. Cette action de solidarité s'est, à son tour, terminée par l'arrestation d'environ 120 manifestants. A la suite de ces événements, la police a demandé que les manifestations contre la *Poll Tax* soient interdites. ★

Bretagne dans le SME, était que le taux équivalait au maximum à 2,6 DM. Or, la livre est en fait surévaluée d'environ 25 %, en terme de productivité relative.

Toutes les tentatives précédentes pour défendre un taux de change élevé ont provoqué à un krach ultérieur : 1925-31, 1964-67 et 1979-81.

La Grande-Bretagne est enfermée dans une spirale de déclin dont la seule issue possible est une rupture radicale avec son passé impérialiste ; ce qui passerait par une expansion de l'économie et surtout de l'industrie ; 80 % des changements antérieurs en matière de production par habitant, en Grande-Bretagne, s'expliquent par des modifications dans la production industrielle. Mais le capital britannique, dominé par les secteurs financiers, commerciaux et militaires — sur lesquels Thatcher s'appuie, et que la direction travailliste de Kinnock n'a absolument pas l'intention d'affronter —, est résolument opposé à toute attaque des seules ressources qui pourraient financer une telle expansion : le budget de la défense et les profits de la City (4).

Ce qui s'annonce donc, c'est une très forte poussée du chômage, provoquée par une récession intense, une attaque prolongée et brutale sur les salaires et, à plus long terme, des coupes sombres dans un budget de l'Etat déjà fortement réduit. ★

Londres, 19 octobre 1990

1) En Grande-Bretagne, c'est le gouvernement qui fixe la date des élections législatives.

2) En août 1971, sur décision de Nixon, le dollar a cessé d'avoir une parité fixe avec l'or et est devenu "flottant" par rapport aux autres monnaies.

3) Service d'information régulier pour la gauche, parrainé, entre autres, par les députés travaillistes Ken Livingstone et Diane Abott.

4) La City est le quartier des affaires de Londres où se trouvent la Bourse et tous les principaux groupes financiers.

# Désenchantement électoral

La plupart des médias a analysé le résultat des élections du 14 octobre 1990 dans les cinq nouvelles régions administratives (*lander*) de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) comme une victoire des conservateurs du Parti chrétien-démocrate (CDU) et du Parti libéral (FDP), et donc comme un succès pour le gouvernement Kohl et sa politique rapide et brutale d'*anschluss*. En effet, à part dans le *lander* de Brandebourg, les chrétiens-démocrates ont obtenu partout la majorité relative des voix — et la majorité absolue en Saxe.

Manuel KELLNER



MAIS ce "triomphe" conservateur doit être nuancé : 30 % de la population n'a pas participé à ces élections, alors que, le 18 mars 1990, lors de celles de la "Chambre du peuple" de RDA, plus de 90 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes et que, pour les élections municipales du 6 mai 1990, la participation avait encore été très importante (1).

Le CDU conservateur a largement fait les frais de cet abstentionnisme, qui traduit le désarroi de la population et la méfiance naissante envers les politiciens. Par exemple, en Thuringe, le CDU, avec 45,4 % des votes (au lieu des 52,5 % obtenus le 18 mars 1990), perd 400 000 voix en chiffres absolus.

Ces résultats sont insuffisants pour parler d'un véritable ancrage à droite de l'électorat, mais ils indiquent encore moins un début d'orientation à gauche. Ensemble, le CDU, l'Union sociale allemande (DSU, création du CDU bavarois, réduite à l'état de groupuscule par ces élections où elle n'a réussi à franchir la barre des 5 % dans aucun des nouveaux *lander*), les libéraux du FDP et le Parti social-démocrate (SPD) — qui symbolisent le consensus de la nouvelle Allemagne — perdent presque 2 millions de voix.

Le SPD (avec 19,1 %, 22,8 %, 26 % et 27 % dans quatre *lander* et avec une majorité relative de 38,3 % dans le Brandebourg) augmente légèrement son score par rapport au 18 mars 1990. A l'époque, le SPD expliquait qu'il était beaucoup plus faible en RDA qu'en RFA car il avait un retard organisationnel sur les conservateurs et les libéraux qui s'étaient appro-

priés des structures des anciens partis du bloc qui gouvernaient avec Honecker. Maintenant, les causes profondes de la fragilité du SPD apparaissent de façon évidente : il ne se démarque pas clairement des partis de la coalition gouvernementale, et sa base sociale à l'Ouest — qui repose sur ses liens avec la bureaucratie des puissants syndicats de la Confédération nationale des syndicats (DGB) — n'a pas d'équivalent à l'Est.

## Petits scores à gauche

Le Parti du socialisme démocratique (PDS — ancien PC est-allemand) (2), lui, a pu se maintenir comme troisième force politique dans les nouveaux *lander*, à l'exception de la Saxe-Anhalt où il a été devancé par les libéraux. Il a obtenu entre 9,7 % (Thuringe) et 15,7 % (Mecklembourg) des voix ; il enregistre donc une perte de suffrages par rapport aux élections de mars 1990 où il avait obtenu 16 % des voix (il avait même atteint 30 % dans certains quartiers populaires de Berlin, lors des municipales de mai 1990). La campagne électorale du PDS dans les nouveaux *lander* a été assez confuse, car cette formation se présentait, en général, comme partie prenante du consensus démocratique bourgeois essayant, en même temps, de flatter le régionalisme historique respectif des cinq nouvelles régions. Si le PDS veut devenir une réelle opposition de gauche, il devra changer de discours.

Dans trois *lander*, les Verts ont pu dépasser la barre fatidique des 5 % en s'unissant avec l'Alliance 90 (regroupement de mouvements civiques) ; séparées, ces deux formations n'ont pas pu dépasser ce seuil au Mecklembourg ; l'Alliance 90 a franchi seule ce pourcentage dans le Brandebourg avec 6,4 % (contre 2,8 % pour les Verts).

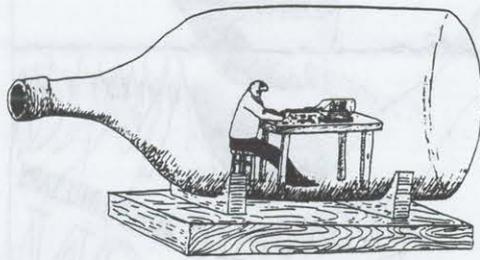
Les Republikaners ultra-nationalistes n'ont pas réussi à réaliser une percée ; leur meilleur score a été de 1,2 % dans le Brandebourg, et ils ont obtenu moins de 1 % dans les trois autres *lander* où ils se sont présentés.

Parallèlement aux élections dans les nouveaux *lander* de l'Est, des élections régionales ont eu lieu en Bavière où les chrétiens-démocrates ont conservé la majorité absolue avec 54,9 % des voix (55,8 % en 1986). Le SPD n'a obtenu que 26 % des suffrages (27,5 en 1986) et les Verts en ont perdu 1,1 % avec 6,4 %. Les libéraux du FDP, avec 5,2 % des suffrages, sont entrés au parlement régional, tandis que les Republikaners ont raté leur arrivée à la chambre de peu avec 4,9 % (3 % en 1986) — ce qui est d'autant plus alarmant que l'*anschluss* avait apparemment malmené leur rhétorique démagogique (3).

## Agression contre le PDS

A la fin de la campagne, le siège du PDS a été attaqué par 150 policiers ne disposant d'aucun mandat officiel ; et l'immunité parlementaire du principal dirigeant de ce parti, Gregor Gysi, membre du Bundestag, a été violée et son bureau a été fouillé. Cette action — dont est politiquement responsable le sénateur Paetzolt du SPD, chargé des affaires de sécurité à Berlin — s'est faite sous prétexte de chercher les preuves de transferts illégaux de fonds qu'aurait détournés le PDS. Si, après coup, les autorités ont dû reconnaître qu'il s'agissait d'opérations légales, les tracasseries continuent contre ce parti. La plupart des commentateurs et des politiciens allemands ont critiqué cette action policière, qualifiée d'"erreur tactique" grave, puisqu'elle permet au PDS de jouer les martyrs et de dénoncer les principes sélectifs de droit du nouvel Etat démocratique allemand. ★

Cologne, 22 octobre 1990



1) Voir *Inprecor* n° 308 et 310 des 4 mai et 1er juin 1990.  
2) Voir *Inprecor* n° 311 et 315 des 15 juin juin et 28 septembre 1990.  
3) En ce moment, le Parti socialiste unifié (VSP) prépare activement une manifestation internationaliste, le 3 novembre 1990 à Berlin, contre le nationalisme allemand, le racisme et l'impérialisme.

# Impressions de voyage

Vendredi 19 octobre 1990, le Parlement soviétique a enfin adopté le plan économique soumis par Gorbatchev, définissant les « orientations principales vers une économie de marché » (présenté comme un synthèse entre le plan du Premier ministre, Ryjkov, et celui de l'économiste Chataline). Depuis janvier 1990, les différentes réformes ont provoqué une chute du Produit national brut (PNB) de 1,5 %, une inflation de 9 %, la menace de suppressions de dizaines de milliers d'emplois et la pénurie de multiples produits de consommation (1). Anne-Marie Fanon a voyagé en Union soviétique en juillet ; ses impressions éclairent la situation actuelle.

Anne-Marie FANON



A PEINE arrivée à Léninegrad, en ce 4 juillet 1990, certains traits du quartier populaire dans lequel je vais vivre pendant quinze jours me font penser à Managua telle que je l'avais vue il y a cinq ans. Au carrefour qui jouxte la station de métro Akademitcheskaïa, la chaussée des grandes avenues est remplie de nids de poules, jusque sous les rails du tramway. Les transports en commun (tramway, trolleybus, bus) sont tous dans un état de délabrement tel qu'en France personne ne les emprunterait par crainte d'un accident. Il s'avère rapidement qu'ils sont presque toujours bondés.

une capitale du tiers monde et l'ancienne capitale de la Russie des tsars ne m'a pas quittée. La première, six ans après sa révolution, apparaissait déjà étranglée par la guerre et la pauvreté.

**Léninegrad ou les duretés de la vie aujourd'hui :**  
« *Sivodia, nitchevo niet* »  
(aujourd'hui, il n'y a rien)

Des queues sont formées tout au long des trottoirs devant d'affreux magasins presque vides ou devant des étalages de fortune où l'on vend des pastèques, des tomates, des abricots et des pêches rachitiques et aussi beaucoup de fleurs. Celles-ci sont très chères mais pourtant on voit toujours beaucoup de gens en acheter.

Tout le monde discute de tout ; quels que soient le lieu et l'heure, on m'interroge sur ma vie, ma famille... on critique le présent, on rêve de la France et d'un avenir incertain...

Tout au long de mon séjour, cette étrange impression de ressemblance entre

Dans l'autre, 73 ans après la révolution d'Octobre, l'échec du système bureaucratique s'étale sur les quelques 1 600 km<sup>2</sup> de la ville : urbanisation des quartiers populaires sans aménagements sociaux suffisants ; logements de mauvaise qualité, trop petits et souvent complètement délabrés, 20 ans seulement après leur construction ; entretien quasiment inexistant de la voirie et des espaces verts très nombreux ; problèmes incessants de ravitaillement ; eau non potable au robinet ; incuries des administrations, etc. Tel est le triste spectacle qu'offre cette orgueilleuse cité de 6 millions d'habitants. Il ne fait pas bon être mère de famille ici, me dis-je souvent au cours de mes promenades à travers la ville.

Bien sûr, il y a des signes évidents de changements intervenus depuis l'ère gorbatchévienne. La Perspective Nevsky [avenue principale de Léninegrad, ndlr] est

encablée de vendeurs de petits journaux misérablement imprimés, de toutes ten-

dances, qui semblent trouver tous un acquéreur. On peut tout dire et tout écrire. La *Komsomolskaïa Gazeta* est ouvertement anti-communiste. J'ai même vu un cinéma qui passe des films pornos : « *Ainsi commença... et finit la perestroïka* », commente désabusée mon amie russe en me le montrant du doigt.

On a la sensation confuse que tout peut arriver... sauf quelque chose de bien. Mes amis russes expriment très bien ce sentiment avec un humour fataliste... Alors on boit, on chante, on rit.

**Petersbourg ou les splendeurs du passé :**  
« *Rantche, bil* »  
(il était autrefois...)

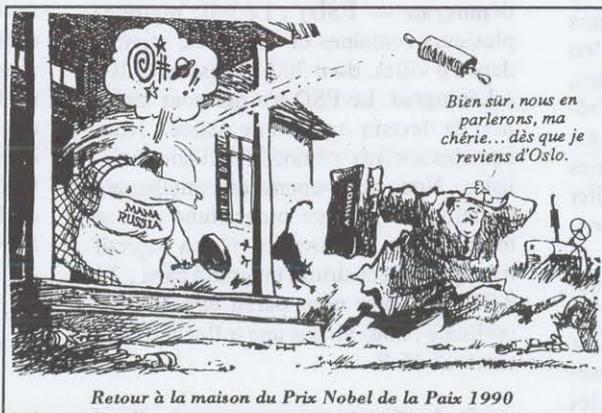
Bien sûr, Léninegrad ce fut d'abord la ville de Pierre le Grand et il reste du siècle sur lequel s'est étalée sa construction un merveilleux ensemble architectural d'églises et de palais. Mais ce qui est frappant, c'est le rôle que joue Saint-Petersbourg dans la conscience léninegradoise d'aujourd'hui.

En cette saison, il est courant de faire deux heures de queue pour entrer dans le musée de l'Ermitage qu'abrite l'ancien Palais d'hiver. Rien que de très normal. Mais lorsqu'on visite les résidences d'été des tsars à Pouchkine, Pavlovsk ou Petrovoret, c'est la même foule de touristes qui se pressent, venus de toutes les républiques de l'Union soviétique, dont de nombreux Russes, et qui communient dans la même vénération.

On ne peut qu'être impressionné, d'une part, par l'effort colossal consacré après la guerre à la reconstruction de ces palais presque entièrement détruits au cours de l'occupation par les troupes nazies pendant le siège de Léninegrad et, d'autre part, par la vénération dont sont l'objet ces somptueux vestiges du passé, symbole d'une période que les Léninegradois d'aujourd'hui imaginent opulente, en raison des richesses inouïes provenant de tous les pays du monde qui y ont été accumulées.

C'est ainsi que plusieurs Léninegradois m'informent avec fierté qu'il est question que la ville retrouve son ancien nom de Petersbourg. Il paraît même que la question est à l'ordre du jour des débats du Soviet de Léninegrad.

La nostalgie d'un passé dont les horreurs sont totalement occultées représente ainsi pour de nombreux Léninegradois une fuite et un refuge devant la désespérance de la vie pré-



Retour à la maison du Prix Nobel de la Paix 1990

1) Voir *Inprecor* n° 311, 315 et 316 des 15 juin, 28 septembre et 12 octobre 1990.

sente. On peut sans doute analyser de la même façon la résurgence de l'esprit religieux. Les médias ne cessent de s'en faire l'écho : églises et sectes font recette. « *La religion est le soupir des âmes blessées* » écrivait Karl Marx. Il doit y avoir des millions d'âmes blessées qui soupirent sur l'immense territoire de l'ex-Sainte Russie.

### Pétrograd et le rejet de la révolution « *Eta rivoloutsia* » (c'est ça, la révolution)

Mais je ne suis pas au bout de mes étonnements : une plus grande surprise m'attend lors de la visite du musée de la grande révolution socialiste d'Octobre, situé en plein centre de la ville, à deux pas de la forteresse Pierre et Paul, qui fait face au Palais d'hiver, de l'autre côté de la Néva.

Un manuel touristique, édité en 1989 à Paris, indique que ce musée reçoit 500 000 visiteurs par an.

Or, en ce samedi 21 juillet où j'y pénètre sur le coup de 11 heures du matin, il est absolument désert. Après quelques minutes de stupéfaction, j'entends une voix dans une salle proche. J'y découvre deux jeunes femmes russes racontant en anglais la révolution russe à un seul touriste américain. Les commentaires sont stupéfiants : l'une est visiblement une guide officielle du musée. Selon elle, les bolcheviques étaient des démagogues : leur seul programme consistait en une redistribution des richesses aux pauvres ; ils n'ont pris le pouvoir qu'avec la complicité du Kaiser.

On peut imaginer qu'il y a quelques années, elle devait, avec la même assurance, donner une version officielle contraire. Aujourd'hui, elle semble en tout cas tout à fait convaincue de ce qu'elle dit et heureuse de lire l'approbation sur le visage du touriste.

Souvent j'aurai l'impression que la glasnost consiste pour mes interlocuteurs à pouvoir déclarer le contraire de ce qu'on leur appris à dire pendant si longtemps, énoncer un rejet total et a-critique de la révolution. Ce mot même est devenu suspect : lorsque j'ai annoncé à mes amies soviétiques mon intention d'aller visiter le musée de la Révolution, je les ai horriées...

A cet égard, la télévision joue également un rôle ambigu. Pendant mon séjour, deux reportages sont diffusés à une heure de grande écoute sur les établissements pour les enfants orphelins. Dans les deux cas, la réalité montrée est atroce : manque de soins, mauvais traitements, camisole physique ou chimique, surpopula-

tion, corruption des responsables d'établissement. L'effet émotionnel produit est énorme et le message implicite limpide : « *C'est cela le communisme...* »

Aucun de ces reportages n'indique de facteur d'échelle. Impossible de juger si l'échantillon est représentatif. Il semble que le problème des orphelins soit préoccupant : un député du Soviet de Léninegrad, responsable de la commission d'action sociale, m'en a parlé pendant deux heures. Il évalue à 15 000 le nombre de ces enfants, victimes pour la plupart d'abandon (pauvreté, désarroi des jeunes mères qui n'ont pas eu accès à la contraception)

En revanche, samedi 14 juillet, la télé soviétique retransmettait une émission de la télévision française, dans laquelle l'image de la France se résumait essentiellement aux boutiques des Champs-Élysées et aux défilés de mode des grands

couturiers avec, comme message implicite : « *C'est cela le capitalisme...* » Là, la supercherie est plus claire. Mais ce contraste traduit bien un état d'esprit général.

Qu'ils soient optimistes ou pessimistes, députés ou hommes de la rue, les Léninegradais expriment presque tous : « *Ce présent-là, on n'en veut plus* », mais aussi : « *C'est l'héritage d'Octobre 1917.* » Et la discussion n'est pas encore possible : révolution, socialisme, communisme, bureaucratie, tout est confondu.

C'est ainsi qu'une nuit, en attendant l'heure de l'ouverture des ponts sur la Néva, j'erre sur cette magnifique place du Palais d'hiver où se joua la scène finale de l'insurrection d'Octobre, et je sens qu'il n'y a là personne avec qui partager mon émotion et mon plaisir. ★

Juillet 1990

## Voix de Léninegrad

En juillet 1990, *Inprecor* a rencontré des militants de différents courants politiques à Léninegrad. Leurs réponses montrent autant le foisonnement politique qui existe aujourd'hui en Union soviétique, que le marasme économique et social qui guette le pays.

**INPRECOR.** : *Pouvez-vous présenter les partis politiques auxquels vous appartenez ?*

**Piotr (membre du Parti démocratique de Russie — PDR)** : Actuellement, il n'y a pas à proprement parler de partis politiques ; il existe des organisations de quelques dizaines de membres.

**Alexandre (membre du Parti social-démocrate — PSD)** : Le PSD regroupe plusieurs centaines de membres, répartis dans 78 villes, dont 300 à Moscou et 100 à Léninegrad. Le PSD n'a pas pour ambition de devenir un parti de masse. Nous sommes sociaux-démocrates et non socialistes. Nous regroupons essentiellement l'intelligentsia, notre programme doit se tourner vers les ouvriers. Notre objectif n'est pas de construire un grand parti ; 2 à 3 000 membres nous paraît être la taille optimale ; nous visons une influence électorale de 25 %.

**Sacha (ancien permanent du Parti communiste d'Union soviétique — PCUS)** : Il y a 40 000 membres du PCUS

dans mon arrondissement, qui compte 50 000 habitants. La classe ouvrière et l'intelligentsia technique quittent actuellement le Parti ; alors qu'en même temps certains scientifiques et enseignants du supérieur tentent de prendre des places dans l'appareil.

Les permanents du Parti, eux, vivent complètement coupés des adhérents.

**Vladimir (sociologue)** : Il n'y a qu'un seul parti, le PCUS, qui compte 18 millions de membres, dont 500 000 à Léninegrad ; le reste n'en est qu'à une étape de formation. En revanche, il existe une très large base sociale pour le mouvement démocratique, sur une base anti-totalitaire, contre la machine du Parti et de l'Etat. Les deux tiers des députés du Soviet de Léninegrad en sont issus.

◆ *Comment pouvez-vous résumer le programme de vos partis ?*

**Alexandre** : Nous sommes proches de la social-démocratie allemande. La société doit garantir la propriété privée, mais sa richesse doit être utilisée pour le bien

commun. Il doit y avoir coexistence de différentes formes de propriétés... Personne ne peut acheter les grandes usines ; les ouvriers achèteront les petites, ils y sont d'ailleurs prêts. Les arrondissements de Léninegrad, par exemple, veulent être indépendants et s'occuper de leurs usines ; peut-être ont-ils raison. En tout cas, personne ne doit décider d'en haut. Il ne faut pas de plan, le marché régulera.

**Sacha :** Notre pays est attardé, voilà pourquoi il nous faut la propriété privée ; il faut la concurrence de toutes les formes de propriété. Tout le monde comprend cela, sauf le Front unique des travailleurs (FUT). Mais aujourd'hui la propriété est aux mains de l'Etat et nous ne savons ni comment privatiser, ni comment créer un équilibre d'intérêts.

**Piotr :** Il faut donner aux hommes la possibilité de sentir l'esprit de la concurrence, de l'entreprise et de la liberté. La principale question est celle de la propriété. Les hommes doivent comprendre que s'il y a des riches, il y aura moins de pauvres. En tout cas, il n'y a pas de solution aux problèmes sociaux sans réformes économiques.

**Vladimir :** La voie naturelle, c'est le marché, la démocratie politique.

◆ *Quelles sont les tâches urgentes dans la situation actuelle ?*

**Piotr :** Il faut changer la psychologie déformée inculquée pendant le stalinisme. La majorité veut la justice, mais seule la minorité comprend comment on peut obtenir un meilleur niveau de vie. Il faut restaurer les qualités morales.

**Alexandre :** Notre société a un niveau politique et moral très bas ; pendant 70 ans, les communistes ont détruit toute éthique. Il n'y a pas de réformes possibles sans changement des hommes ; en ce sens, nous ne sommes pas des bolcheviques.

**Vladimir :** La principale question est la renaissance morale... La terre doit être rendue à ceux qui la travaillent, les usines vendues par actions... Le problème est de faire renaître la motivation au travail pour pouvoir ensuite aider les plus défavorisés. Ceux qui peuvent travailler doivent gagner leur vie eux-mêmes... L'Eglise a un rôle à jouer dans cette renaissance morale.

**Sacha :** Le PCUS a amené le pays dans une telle crise qu'il n'y a pas d'autre solution que le marché. C'est contradictoire pour l'appareil, mais c'est inéluc-

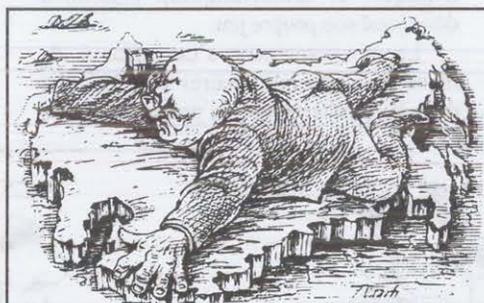
table. Ce qu'il ne faut pas faire, tout le monde le sait. D'abord il ne faut pas se jeter dans le marché sans prendre en compte la réaction de la population, ni attirer les capitaux étrangers sans avoir préparé les cadres nationaux. Ce qu'il faut faire... personne n'en sait rien ! Il n'y a pas de marché sans propriétaire, mais qui sera le propriétaire ? Pas le capital étranger, la population ne l'accepterait pas ; mais notre propriétaire actuel serait pire.

Si l'on savait quel genre de planification permet de répondre aux besoins urgents, il n'y aurait pas besoin de la perestroïka.

◆ *Quels sont les principaux problèmes de la population à Léninegrad ?*

**Sacha :** C'est d'abord le logement : dans mon arrondissement 10 000 personnes sont en liste d'attente. La norme, c'est 18 m<sup>2</sup> pour trois personnes. C'est ensuite la destruction de l'écologie : on ne peut pas boire l'eau du robinet ; dans la majorité des usines, les machines sont très anciennes et très polluantes.

**Alexandre :** L'hiver prochain sera une étape décisive. Il n'y aura ni fuel, ni nourriture en quantité suffisante. La situa-



tion devient donc favorable à une révolution, qui serait catastrophique.

Il faut essayer d'éviter le chômage, favoriser la reconversion par la formation et aussi augmenter les retraites qui correspondent actuellement à 30 % du salaire.

**Vladimir :** Les difficultés d'approvisionnement sont énormes ; les enfants manquent de vitamines et pourtant, à Léninegrad, la vie est meilleure qu'ailleurs.

Les grèves ouvrières s'expliquent par les conditions de vie très dures et la révolte contre les privilèges de la bureaucratie. Cela fait longtemps que les gens entendent parler de changement et ne voient rien changer. Nous voulons que ça aille plus vite.

◆ *Comment voyez-vous la question des nationalités en URSS ?*

**Piotr :** La décomposition de l'Empire

est mûre et elle aura lieu. Un nouveau traité de l'Union est indispensable.

**Alexandre :** Les tensions sont extrêmes entre les républiques de l'URSS. Il est impossible et illusoire de vouloir un système de lois unique. Les républiques doivent avoir un niveau d'indépendance élevé. Gorbatchev a fait beaucoup d'erreurs avec la Lituanie.

**Sacha :** L'exaspération des nationalités est le fruit de la politique du ministre de l'Intérieur. Mais cela n'a pas un grand écho dans la population.

◆ *L'armée représente-t-elle un danger pour l'URSS aujourd'hui ?*

**Vladimir :** L'armée peut représenter un danger, les conditions de vie de nombre d'officiers sont proches de celles de la population. 100 000 d'entre eux sont sans logement et cela va s'aggraver avec les retours des différents pays de l'Est.

**Sacha :** J'ai moi-même passé ma vie dans les Forces armées, en particulier les fusées stratégiques. En février 1989, j'ai compris que ma place était dans le mouvement démocratique. J'ai démissionné du PCUS pour raisons morales et demandé mon exclusion des Forces armées.

Il y a actuellement une très grande distorsion dans l'armée entre le Haut-commandement, d'une part, les soldats et la hiérarchie inférieure d'autre part. Beaucoup de ces officiers sont prêts à quitter l'Armée ; c'est souvent la question du logement qui les en empêche. Le recrutement par concours se fait maintenant au niveau le plus bas : une place pour un candidat. Ce sont les plus incultes qui restent, ceux qui sont prêts à faire n'importe quoi.

Les plus réactionnaires sont ceux qui occupaient l'Europe de l'Est. Leurs conditions de vie y étaient excellentes. S'ils reviennent en URSS, ils perdront tous leurs avantages. Une nouvelle loi est en préparation pour leur donner le droit à la retraite ; après son approbation, l'armée se décomposera très vite. Nous risquons alors d'être les otages des sous-officiers, ce qui est très dangereux. Je n'exclue pas que nous ayons le chantage atomique à l'intérieur du pays. C'est pourquoi la démocratisation de l'armée est la chose la plus importante. Il y a une lutte constante entre l'armée et le Parti. Cette première a des moyens financiers colossaux, des territoires immenses et des moyens de communication très sophistiqués. Ceux qui ont l'information ont le pouvoir. ★

Propos recueillis par Anne-Marie Fanon  
Léninegrad, juillet 1990

# La guerre n'est pas finie

Les négociations entre le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le gouvernement du Salvador sont actuellement bloquées (voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990) ; le président Cristiani refuse, en effet, de discuter des revendications présentées par les révolutionnaires concernant l'armée. Si le FMLN continue à se déclarer disposé à reprendre les discussions, il ne relâche pas pour autant la pression militaire. C'est ainsi que, le 17 octobre 1990, il a lancé des attaques sur la capitale, neutralisant une caserne et mitraillant l'aéroport militaire au lance-roquettes.

Sergio RODRIGUEZ



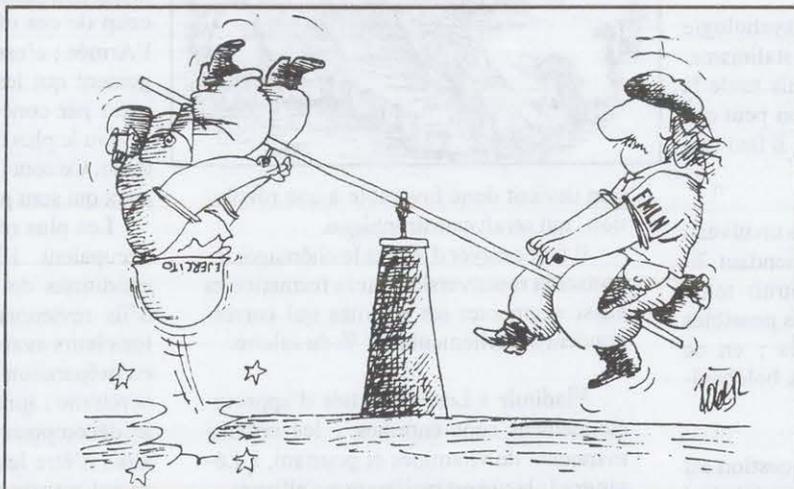
ON PEUT TIRER un premier bilan des diverses réunions entre le gouvernement d'Alfredo Cristiani et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

Les négociations ont toujours constitué un terrain miné pour les révolutionnaires ; or, le FMLN a fait preuve d'une grande habileté dans cette situation. Ce savoir faire découle directement de la capacité militaire et politique du FMLN, dans un contexte international plus que défavorable pour la lutte au Salvador, et alors que la politique extérieure de Gorbatchev a conduit au rétablissement d'un accord global avec l'impérialisme — les événements dans le Golfe arabo-persique en sont la preuve la plus récente.

Le gouvernement d'extrême droite de l'Alliance de rénovation nationale (ARENA) du Salvador a essayé de tirer profit de cette nouvelle donne pour mettre les révolutionnaires au pied du mur ; mais cet objectif s'est révélé plus qu'illusoire. Le FMLN explique ainsi la nouvelle situation : « Le schéma selon lequel le problème salvadorien ferait partie du conflit Est-Ouest n'est plus défendable au vu des événements actuels. Une année s'est écoulée depuis les bouleversements à l'Est, et le FMLN est en bonne santé, tant politiquement que militaire » (1).

Tout au long des négociations, deux visions différentes sur la manière d'en finir avec la guerre dans ce petit pays se sont affrontées. D'un côté, le gouvernement de Cristiani et ses conseillers nord-américains voulaient imposer un schéma de transition à la colombienne, c'est-à-dire une reddition maquillée en "intégration" (2). De l'autre, le FMLN a tenté d'obliger ses rivaux à répondre aux questions urgentes pour le pays (sociales, économiques et démocratiques). Chacun a donc joué son propre jeu.

Le gouvernement s'est efforcé de mettre les révolutionnaires en difficulté dans le but d'imposer sa propre logique :



il voulait d'abord résoudre les questions ne touchant pas à l'appareil d'Etat de la dictature — c'est-à-dire l'armée et les forces répressives. Cristiani s'est montré prêt à discuter des droits de l'homme et même à accepter la constitution d'une commission d'enquête des Nations-Unies sur ce thème ; il s'apprêtait y compris à présenter une proposition pour la tenue d'élections à la dernière réunion au Costa Rica (qui n'a pas eu lieu), assez souple. Le gouvernement essayait ainsi d'arracher

des accords partiels, sans que le problème des forces armées ne soit traité, et tout en tentant de neutraliser le FMLN. Le but de ces manœuvres était simple : il s'agissait de faire des concessions sur des questions qui ne sont pas centrales pour, ensuite, rendre incompréhensible la position du FMLN — qui ne veut pas accepter un cesse-le-feu unilatéral, tant que la question de l'armée n'est pas abordée — ; le gouvernement voulait aussi contraindre les révolutionnaires à participer aux élections, tout en maintenant intact l'appareil militaire (dont la célèbre *Tandona*, la promotion d'officiers ultra-droitiers qui dirige aujourd'hui, de fait, les forces armées).

Au moment où il signait les accords sur les droits de l'homme, Cristiani nommait le général Ponce — chef des secteurs les plus fascistes de la *Tandona* — ministre de la Défense. Quant au FMLN, après avoir accepté de signer l'accord sur les droits de l'homme, il semble être revenu à sa conception initiale des négociations : il n'a pas accepté de discuter des élections à la dernière réunion au Costa Rica et a remis la question de la démilitarisation sur la table, comme point clé des discussions. Cette réaction des révolutionnaires salvadoriens a bloqué toute possibilité de manœuvre de la part de la droite.

La proposition de démilitarisation du FMLN est, en effet, très populaire ; car la population, y compris certains milieux patronaux, est fatiguée de la guerre ; le rôle de la *Tandona* dans le conflit ainsi que des escadrons de la mort et l'enrichissement énorme d'un petit groupe d'officiers qui ont su profiter de la situation sont de plus en plus connus et rejetés par la population. En demandant une démilitarisation des institutions, le FMLN se met une nouvelle fois à la tête du sentiment prédominant au Salvador.

Le gouvernement de Cristiani l'a compris, surtout à l'approche du débat sur les crédits militaires qui doit se dérouler aux Etats-Unis. Le courant d'opinion qui s'oppose au maintien de l'aide militaire grandit, parmi les députés et surtout parmi la population nord-

1) Schafick Jorge Handal, Conférence de presse aux Nations-Unies, 20 septembre 1990.

2) Le 9 mars 1990, la guérilla du M-19 colombien déposait les armes en échange de sa participation au processus électoral. Son candidat à la présidence, Antonio Navarro Wolf, a accepté en outre le poste de ministre de la Santé de l'actuel gouvernement Gaviria. Voir *Inprecor* n° 309 du 18 mai 1990.

américaine, le conflit actuel avec l'Irak ne fait qu'attiser ce sentiment. Si la majorité du peuple des Etats-Unis a soutenu, jusqu'à présent, les initiatives de Bush (en tout cas, selon les différents sondages), on note une grande préoccupation quant aux conséquences économiques qu'engendreront ces actions. Voilà pourquoi le maintien de l'aide de l'administration nord-américaine aux escadrons de la mort devient incompréhensible.

### Nécessaire démilitarisation

La démilitarisation demandée par le FMLN est d'une actualité brûlante, surtout après les événements d'Europe de l'Est, car elle met en valeur ce que signifie la construction d'une véritable société démocratique. Si le monde entier s'est félicité, à juste titre, de la fin de la *Stasi* en République démocratique allemande (RDA), il devrait exister une attitude semblable face à la chute d'une des armées les plus tristement célèbres de la planète. Car il faut rappeler que c'est cette armée qui a assassiné l'archevêque de San Salvador, Monseigneur Romero (3), des dizaines de journalistes, six prêtres jésuites (4) et une bonne partie de la population civile morte tout au long de ce conflit. Tout le monde comprend donc que l'armée est un obstacle essentiel à la paix.

Le mouvement populaire armé salvadorien tire sa légitimité de la violence contre la population provoquée par l'armée. La légitimité de la bataille pour la paix se situe sur le même plan ; c'est précisément de la compréhension de ce phénomène que le FMLN tire sa force révolutionnaire. Par ailleurs, les révolutionnaires salvadoriens n'ont jamais renoncé à lancer des offensives militaires ; ils ont expliqué que non seulement la guerre n'était pas finie, mais encore que c'était le seul mécanisme d'autodéfense dont disposait le peuple, tant que l'armée et les escadrons de la mort survivraient.

« *Quand on commence un processus de négociations, alors qu'on est dans une situation de guerre, c'est pour garder deux fers au feu — c'est valable pour les deux parties en conflit. Ceux qui dirigent la guerre, de chaque côté, doivent être préparés à répondre sur les deux terrains. En ce qui nous concerne, nous avons dit clairement que nous préparions des actions offensives. En novembre 1989, on nous a reproché d'avoir agi de façon hypocrite parce que nous participions à des réunions et, qu'en même temps, nous préparions des actions [militaires]. (...) La direction doit aussi se préparer aux options militaires* », a expliqué le commandant du FMLN, Schafick Jorge Handal, dirigeant du Parti communiste salvado-

rien. Personne ne peut savoir si, à court terme, le FMLN lancera de nouvelles actions militaires offensives, mais on peut d'ores et déjà dire que si tel était le cas, elles seraient justifiées par l'attitude fermée du gouvernement Cristiani, qui est pieds et poings liés à l'armée.

Non, la guerre n'est pas finie ; le FMLN a su accentuer l'isolement du gouvernement Cristiani et, au-delà des erreurs ou des victoires qui ont pu être remportées, c'est essentiel.

Personne ne sait où se jouera le prochain épisode de ce conflit : sur la table des négociations, dans une grève générale ou lors d'une offensive militaire. Mais on peut affirmer que le FMLN a prouvé sa

capacité politique à ajuster sa tactique au fur et à mesure, selon les nécessités du pays, prenant surtout en compte les sentiments démocratiques de la population. ★

Mexico, 6 octobre 1990

3) Monseigneur Oscar Arnulfo Romero a été assassiné le 24 mars 1980, en pleine homélie, à la cathédrale de San Salvador, par les escadrons de la mort, dirigés par le major d'Aubuisson, dirigeant de l'actuel parti au pouvoir, ARENA.

4) Lors de l'offensive lancée par le FMLN en novembre 1989, l'armée a sauvagement assassiné le père Ignacio Ellacuría et cinq autres jésuites de l'Université centraaméricaine (UCA). Aucune poursuite n'a eu lieu contre les auteurs de ce crime et l'unique témoin est "disparu" ; sous prétexte de le protéger, le FBI l'aurait caché aux Etats-Unis.

## Un gouvernement terroriste

Le commandant Joaquin Villalobos, membre de la direction du Front Farabundo Marti de libération nationale, trace dans ce texte les limites des concessions que le FMLN est prêt à faire dans le cadre des négociations et, surtout, il revient sur le sens de la revendication de démilitarisation avancée par les révolutionnaires, qui remet en cause les fondements mêmes du pouvoir au Salvador.

### Joaquin VILLALOBOS



LE gouvernement d'Alfredo Cristiani et l'administration Bush partent, pour les négociations, d'une certaine analyse géo-politique et de la situation intérieure du Salvador. D'après eux, le FMLN s'affaiblira progressivement à cause des problèmes que connaît l'Union soviétique et des changements en cours en Europe de l'Est. Mais le FMLN n'a jamais dépendu, ni matériellement, ni politiquement de l'URSS. Le gouvernement salvadorien et les Etats-Unis espèrent que ce qu'ils ne sont pas parvenus à faire en dix ans, sera réglé par la situation internationale. Le temps et la réalité leur prouveront qu'ils se trompent.

Partant de cette analyse erronée, le gouvernement fait une offre de négociations vide qui ne modifie pas grand chose ; il ne propose que de changer le nom et la localisation de certaines unités militaires ; en contrepartie, cependant, il exige un cessez-le-feu et le désarmement du FMLN.

Historiquement, le FMLN est une force nationale, internationalement reconnue et entièrement indépendante de tout bloc idéologique. Il est guidé par les intérêts nationaux et populaires ; rien ni personne ne pourra changer sa volonté de faire une révolution démocratique et nationale au Salvador. L'Union soviétique peut disparaître ; tant qu'il y aura des gouvernements militaires et des injustices sociales au Salvador, la lutte continuera et le FMLN la dirigera. La fin de la "guerre froide" ne nous affecte pas, au contraire, plus personne ne pourra prétendre que le FMLN est le fruit des affrontements Est-Ouest.

Au Salvador, aucune des deux armées n'a encore remporté de victoire, ni imposé de défaite à l'autre. Il serait donc illogique, dans une telle situation d'équilibre, que l'on demande à l'une des deux parties de désarmer parce que son ennemi lui prédit des jours sombres pour des raisons internationales.

Il n'existe que trois options pour notre pays : soit les deux armées disparaissent, soit elles survivent et s'institutionnalisent, soit, enfin, l'une désarme l'autre. Les deux premières possibilités relèvent du domaine politique ; la seconde est plus difficile à réaliser, et la troisième ne peut se

concrétiser que sur le terrain militaire. Ce qui semble le plus raisonnable et le plus sensé c'est la disparition des deux armées et la victoire totale de la société civile. Il est donc ridicule d'espérer que, dans le cadre des négociations, le FMLN dépose les armes et que les forces armées du gouvernement restent telles quelles. Le FMLN conserve tout son potentiel offensif, alors que l'armée l'a perdu. Le Haut commandement le reconnaît lorsqu'il maintient l'état d'urgence et qu'il accuse le FMLN de préparer une offensive, allant même jusqu'à lui conseiller de ne pas la mettre en pratique car ce serait, selon lui, une erreur grave. L'armée n'avait jamais été si préoccupée par nos erreurs !

Nous affirmons clairement qu'il n'y aura aucune discussion quant à la réduction des forces militaires du FMLN, tant que l'armée gouvernementale ne sera pas prête à se dissoudre. Nous ne désarmerons pas tant que la force armée criminelle et corrompue qui terrorise le peuple restera en place.

Si le gouvernement salvadorien et l'administration Bush désirent obtenir la reddition du FMLN à la table de négociations, il faut qu'ils s'expliquent clairement, comme l'ont fait Roberto d'Aubuisson et Elliott Abrahams, ancien membre de l'administration Reagan. Si telle est leur volonté, ils n'ont qu'à poursuivre ouvertement l'escalade belliciste, augmenter l'aide militaire et s'investir encore plus dans le conflit, au lieu de prétendre que le FMLN est seul responsable de la poursuite de la guerre.

Le FMLN continuera à participer aux négociations, quelle que soit la situation politique et militaire, car ces discussions et l'accord de Genève [la participation des Nations-Unies aux négociations, ndr] représentent une conquête du peuple salvadorien et des combattants du FMLN ; nous avons contraint le gouvernement du Salvador et les Etats-Unis à s'asseoir à la table des négociations et nous ne renoncrons pas à cet acquis.

Nous continuerons à nous battre pour

un cessez-le-feu, pour la fin de l'immunité des membres des forces armées et pour une véritable ouverture démocratiques.

Le FMLN sait que la négociation sera difficile car, en face, ce ne sont pas des enfants de chœur mais des escadrons de la mort et des terroristes. Les "bonnes manières" du président Cristiani ne nous trompent pas, nous savons qu'il a trempé dans des crimes à l'époque où il était l'homme de confiance de d'Aubuisson ; il utilise le chantage lorsqu'il déclare, comme l'armée, que le peuple serait le premier à souffrir d'une nouvelle offensive militaire du FMLN. En fait, il menace de tuer des innocents, comme en novembre 1989 [à la suite de l'offensive du FMLN — (1)], lorsqu'ils se sentaient en danger. Nous avons affaire à un gouvernement ouvertement terroriste. ★

Août 1990

1) Voir *Inprecor* n° 298 et 299 des 27 novembre et 11 décembre 1990.

## "La révolution est nécessaire..."

Le 24 septembre 1990, le FMLN a rendu publique une déclaration où il expose son programme. Tout en réaffirmant le caractère anti-impérialiste de son combat, le FMLN revient sur les transformations à faire dans une phase de transition.

Voici les principaux points de ce texte.

### ● La misère s'est aggravée, l'oppression est plus forte, la révolution est nécessaire

La nécessité d'une révolution démocratique nationale n'a jamais été aussi évidente ; elle est indispensable pour mettre fin à ce pouvoir politique et économique sous l'hégémonie des militaires et de l'oligarchie, rétablir la souveraineté nationale et obtenir une paix durable.

### ● La lutte est nationale et le FMLN salvadorien

La lutte du peuple salvadorien et du FMLN ne dépend de personne, ce n'est pas l'extension de la lutte entre les blocs idéologiques capitaliste et communiste.

[Ses origines] résident dans la lutte même entre le Nord et le Sud, entre le développement et le sous-développement, entre le capitalisme riche impérialiste et le tiers monde dépendant et pauvre.

### ● La révolution est démocratique et nationale

Le FMLN n'utilise pas ses armes pour s'imposer, mais pour en finir avec le militarisme et le pouvoir des armes ; pour pouvoir réaliser, avec d'autres forces, des changements profonds du système économique et politique, tout en garantissant la défense des intérêts des secteurs les plus pauvres de la société, et en mettant fin à l'injustice sociale.

### ◆ Fin du militarisme

La démilitarisation totale de la société est la garantie principale de la vraie démocratie.

L'armée a été et reste répressive, elle a provoqué la guerre, la corruption, elle est improductive ; c'est une composante économique et sociale obsolète et inutile.

Elle a préservé un secteur minoritaire de la société, tout en menaçant la majorité. [Dans la nouvelle société] il ne doit pas exister d'armée. Il faut donc : abolir l'armée ; créer de nouvelles forces de sécurité (à caractère civil et nommées au Parlement sur proposition du gouvernement élu) ; juger les responsables des crimes, des assassinats, des disparitions, des tortures et mettre fin aux persécutions politiques.

### ◆ Pour un nouvel ordre économique et social

Il est fondamental pour mettre fin à l'hégémonie économique de l'oligarchie. Il faut : une réforme agraire profonde et véritablement payenne ; un pôle économique populaire (une partie importante de l'économie doit passer aux mains des travailleurs de la ville et des campagnes) ; une réforme urbaine ; un Etat économiquement fort, capable de résoudre les problèmes d'alimentation, de santé, d'analphabétisme, d'éducation, de logement, de culture et de loisir (il faut nationaliser la banque et le commerce extérieur et appliquer une politique fiscale juste, tout en combattant la fuite des capi-

taux) ; une concertation nationale permanente pour fixer les salaires, les prix, l'emploi et les crédits ; arrêter la pollution, la déforestation et le chaos écologique ; en finir avec les inégalités qui frappent les femmes.

### ◆ Pour la démocratisation

Il faut élargir le pouvoir législatif et démocratiser le pouvoir municipal (pour préserver un système représentatif, de participation et pluraliste) ; le pouvoir judiciaire doit être indépendant et impartial. Il faut : une législation qui protège les droits de l'homme ; la liberté d'expression et des médias pour tous les secteurs ; la liberté d'organisation, de manifestation et de protestation ; un nouveau système électoral et des élections libres ; une nouvelle Constitution (élaborée par une assemblée constituante élue).

### ◆ Souveraineté et politique extérieure indépendante

Des rapports de respect mutuel avec les Etats-Unis ; des relations extérieures basées sur l'intégration centraméricaine et latino-américaine ; une politique indépendante et de neutralité qui rompt avec tous les pactes militaires.

Nous ne renoncrons jamais à ces objectifs. C'est ce que nous défendons à la table de négociations, et aussi les armes à la main. ★

Commandement général du FMLN  
El Salvador, 24 septembre 1990

## Le PT prépare son congrès

Du 1er au 4 juin 1990, le Parti des travailleurs (PT) a tenu sa VIIe Rencontre nationale, avec 600 délégués qui représentaient plus de 600 000 affiliés de tout le Brésil. Cette réunion a lancé la discussion sur la tactique et la stratégie que le Parti devra adopter lors de la tenue de son premier congrès (prévu pour le deuxième semestre de 1991). Si cette rencontre a fait des pas essentiels dans le sens de la définition du programme du PT, comme par exemple la réaffirmation de son projet socialiste — le texte que nous reproduisons ci-contre en apporte la preuve —, de ses pratiques démocratiques internes et de la réorganisation de sa direction nationale, on ne peut pas en dire autant des orientations tactiques et stratégiques, fondamentales dans le contexte de crise économique et face à l'offensive du président Collor (voir *Inprecor* n° 307 du 20 mars 1990).

La réflexion qui a commencé est d'une grande importance ; le PT doit être en mesure de proposer une issue démocratique et radicale — adaptée au degré de conscience et d'organisation populaire du pays —, car en dix années d'existence il est devenu un pôle de référence incontournable pour tous les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine et d'ailleurs. Il faut rappeler que c'est à son initiative que s'est tenue, en juillet 1990, la réunion de Sao Paulo qui a réuni la majorité des organisations de gauche du continent (voir *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990).

Par ailleurs, des élections législatives se sont déroulées au Brésil, le 3 octobre 1990 ; 2 144 postes de députés fédéraux et de sénateurs étaient à pourvoir. Ce scrutin a surtout été marqué par un taux d'abstention élevé pour le pays (15 % des électeurs ne se sont pas déplacés) ; un quart des votants a déposé des bulletins nuls ou blancs.

S'il serait abusif de comparer ces élections avec les présidentielles de 1989, un sentiment de frustration semble toucher des secteurs importants de la population. Celle-ci risque ainsi de prendre ses distances par rapport à la participation politique, en l'absence d'une riposte sociale unitaire et efficace capable de contrer les mesures économiques prises par le gouvernement.

Selon les informations disponibles, le PT aurait obtenu 10 % des voix (aux dernières élections de gouverneurs d'Etats, en 1986, le PT avait recueilli 6,5 % des suffrages).

Le PT disposera de 35 députés fédéraux (il en avait 17), 80 députés nationaux et, si le deuxième tour du 25 novembre 1990 confirme cette tendance, 2 gouverneurs. ★

19 octobre 1990  
Alfonso Moro

BRESIL

# Le socialisme "pétiste"



Démocratie interne, démocratie socialiste, leçons d'Est et d'Ouest, quelle société construire... Autant de questions que les militants du Parti des travailleurs (PT) ont débattu lors de leur dernière Rencontre nationale et qui ont abouti au texte que nous reproduisons quasi intégralement ci-dessous.

## DOCUMENT



LE PT EST NE avec des objectifs profondément démocratiques. La démocratie a, pour le PT, un sens stratégique ; c'est un moyen et une fin ; un instrument de transformation et un objectif. Nous avons appris par notre propre expérience que la bourgeoisie n'a aucun engagement historique envers la démocratie ; elle s'en sert de façon strictement tactique, pragmatiquement. La démocratie intéresse en tout premier lieu les travailleurs et les masses populaires. Elle est nécessaire aujourd'hui pour accroître leurs acquis sociaux et politiques ; demain, elle le sera pour dépasser la société injuste et aliénante dans laquelle nous vivons. Il faudra, dans l'avenir, instaurer une démocratie qualitativement supérieure, pour que les majorités sociales gouvernement de fait la société socialiste pour laquelle nous luttons.

Dans son organisation interne, aussi, le PT concrétise cet engagement ; sa direction et sa base essayent d'en faire une société libre où chacun participe, prémisses de celle, plus vaste, qu'ils veulent instaurer au Brésil.

Réfractaire au monolithisme et au verticalisme des partis traditionnels — et même de beaucoup d'organisations de gauche —, le PT s'efforce de mettre en pratique la démocratie interne ; c'est une condition qui garantit son attitude démocratique dans la vie sociale et dans l'exercice de son pouvoir politique.

Issu des mouvements populaires et syndicaux, le PT conserve des liens étroits avec ceux-ci, s'en inspire, et essaye de leur fournir une direction politique. Le PT ne veut surtout pas étouffer l'autonomie de ces mouvements et encore moins avoir des rapports de clientélisme avec

eux, ou les utiliser comme courroie de transmission.

Le pluralisme idéologique et culturel caractérise aussi le PT. Nous sommes le produit d'une synthèse de différents courants épris de liberté, unis dans leur diversité : christianisme social, différentes positions marxistes, socialismes qui ne se réclament pas de Marx, démocrates radicaux, laïcs, etc. Mais le programme du Parti ne se limite à aucun de ces courants. Le PT n'a pas de philosophie "officielle" ; les différentes positions y coexistent dans un rapport dialectique, sans préjuger des synthèses dynamiques qui peuvent naître dans l'élaboration de la politique concrète. Ce qui unit ces différentes cultures politiques de liberté, c'est le projet commun de créer une nouvelle société qui favorise la fin de l'exploitation et de l'oppression.

## L'anticapitalisme

Notre engagement pour la démocratie fait de nous des militants anticapitalistes — ce choix a marqué profondément notre lutte pour la démocratie. La découverte (empirique, avant de devenir théorique, pour beaucoup d'entre nous) de la perversité structurelle du capitalisme a constitué, pour la plupart des militants du PT, un stimulant très fort pour l'organisation dans un parti politique. Nous avons représenté — et nous représentons toujours — une réponse indignée à la souffrance inutile de millions d'individus qui découle de la logique de la barbarie capitaliste. Notre expérience historique concrète — le revers de la médaille du "miracle brésilien" et de nombreuses autres situations nationales ou internationales tragiques — nous a enseigné que le capitalisme, quelle que soit sa force matérielle, est injuste par nature, qu'il marginalise des millions d'individus et s'oppose à la répartition fraternelle de la richesse sociale — ressort de toute démocratie réelle.

Les documents constitutifs du PT —

le Manifeste et le Programme de fondation — expliquaient déjà que la fin du capitalisme brésilien est une condition indispensable pour démocratiser réellement la vie brésilienne. Même si ces premiers textes n'avançaient guère dans la définition d'une société alternative, le projet historique du PT était déjà nettement socialiste. Les dix années qui ont suivi notre fondation — des années de lutte douloureuse, mais passionnante — ont ratifié nos choix anticapitalistes, et conforté notre détermination à transformer la société.

**Ni la social-démocratie...**

Cette conviction anticapitaliste, engendrée par l'amère expérience sociale brésilienne, nous pousse aussi à prendre nos distances par rapport aux projets de la social-démocratie qui, historiquement, ne tendent pas à sortir du système capitaliste. Les expériences social-démocrates passées prouvent que même si on accède au gouvernement ou aux institutions de l'Etat — notamment au Parlement —, sans une mobilisation de masse à la base, il est impossible de parvenir au socialisme. La social-démocratie croyait à la neutralité de l'appareil d'Etat et pensait que l'efficacité capitaliste était compatible avec une transition pacifique vers une logique économique et sociale différente. Avec le temps, ce courant a abandonné la perspective d'une transition parlementaire au socialisme et l'aspiration même au socialisme, sans quitter les institutions pour autant. Le dialogue critique avec la social-démocratie est, sans doute, utile pour le combat des travailleurs au niveau international ; mais son projet idéologique ne correspond ni aux convictions anticapitalistes ni aux objectifs d'émancipation du PT.

Notre combat stratégique pour la démocratie — notre identité même — nous a aussi conduits à refuser les modèles du prétendu "socialisme réellement existant" ; nous avons toujours su que cette appellation était fautive.

L'idéologie conservatrice utilise la crise à l'Est pour combattre tout projet qui irait à l'encontre de la domination capitaliste.

Selon ses détracteurs, le socialisme serait en réalité incompatible les idéaux

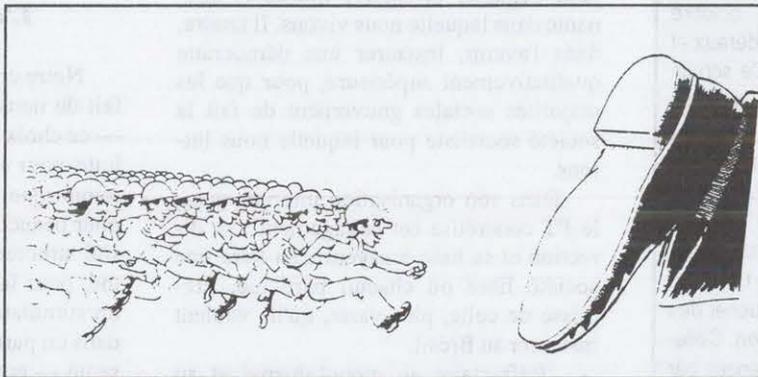
de progrès et de liberté ; nous contestons cette conception réactionnaire.

**... ni le socialisme bureaucratique**

L'expression abstraite de "socialisme réellement existant" ne tient pas compte des spécificités nationales, des différents



processus révolutionnaires, ni des différences économiques ou politiques. Il met sur le même plan des expériences de transformation sociale hétérogènes par leur nature et leurs résultats ; il minimise certains acquis historiques qui, pour les peuples qui les ont arrachés, sont sûrement importants. Certains régimes prétendument socialistes sont issus de révolutions populaires, d'autres ont été engendrés par la défaite de l'Allemagne nazie et l'occupation d'une série de pays de l'Est européen par l'armée soviétique. Dans certains de ces processus, les



masses sont parvenues à peser sur la vie nationale.

Il faut faire une place particulière et de premier plan à l'expérience sandiniste au Nicaragua, malgré ses difficultés ; elle a su instaurer et maintenir une égalité politique et civile inédite pour le peuple.

Le PT soutient la lutte des travailleurs et des peuples pour leur libération ; il défend les véritables processus révolutionnaires avec une attitude indépendante et se réserve le droit de faire ses critiques. Depuis sa fondation, le PT sait que la

théorie et la pratique des expériences du prétendu "socialisme réellement existant" sont incompatibles avec le projet de socialisme libérateur dont il se réclame. Le manque de démocratie politique, économique et sociale ; le monopole du pouvoir par un parti unique — même lorsque le pluripartisme est formellement admis — ; la symbiose entre le parti et l'Etat ; la domination de la bureaucratie devenue couche ou caste privilégiée ; la répression ouverte ou voilée du pluralisme idéologique et culturel ; la gestion de la production par une planification verticaliste, autoritaire et inefficace, sont autant d'éléments que nous rejetons.

Nous avons toujours critiqué ces régimes en nous plaçant du point de vue de la lutte révolutionnaire, et à la lumière de différents processus socialistes internationaux. Le PT a été le premier parti politique brésilien à soutenir la lutte démocratique de Solidarité en Pologne, même s'il n'avait pas d'autres affinités idéologiques avec ce syndicat. Nous avons dénoncé les atteintes à la liberté syndicale, politique et religieuse qui ont existé dans les pays dits "socialistes" de la même façon que nous nous sommes battus pour les libertés publiques au Brésil. Nous avons dénoncé les crimes contre l'humanité, commis à Bucarest ou ailleurs, comme l'assassinat prémédité de centaines d'ouvriers agricoles au Brésil. Le socialisme, pour le PT, sera réellement démocratique ou ne sera pas.

**Les changements à l'Est**

Les mouvements qui ont conduit aux réformes dans les pays de l'Est se soulevaient à juste titre contre le totalitarisme et la paralysie économique, en essayant d'instaurer des régimes démocratiques et de faire échec à la gestion bureaucratique et ultra-centralisée de l'économie. L'issue de ces changements n'est pas encore résolue, c'est la bataille politique et sociale qui tracera les contours des nouveaux régimes. Mais le PT est convaincu que les bouleversements survenus à l'Est, qui continuent dans les pays du prétendu "socialisme réellement existant", ont une portée historique positive, même si des courants réactionnaires, favorables à la régression vers le capitalisme, sont aujourd'hui majoritaires. Ces mouvements — même s'ils

ne sont pas porteurs d'un projet qui rénove le socialisme — brisent la paralysie politique, et remettent sur le devant de la scène les différents acteurs politiques et sociaux ; en encourageant les conquêtes démocratiques, il peuvent ouvrir, en creux, de nouvelles possibilités pour le socialisme. L'énergie politique qui est libérée par la mobilisation sociale ne sera pas facilement domptée par les recettes du Fonds monétaire international (FMI) ou par les paradis artificiels de la propagande capitaliste.

Notre politique démocratique et anticapitaliste a de solides fondements ; nous avons choisi de lutter pour une utopie concrète, pour la société socialiste. Nous avons aussi voulu éviter l'idéologie abstraite, l'élitisme de la gauche traditionnelle brésilienne, et le pragmatisme désincarné qui caractérisent de nombreux partis.

**L'école de la lutte**

Toute réflexion qui resterait au sommet du PT serait inutile, si sa base et ses secteurs sociaux ne la partageaient pas. A nos débuts, nos directions manquaient d'expérience ; la lutte démocratique de masse, patiente et continue, les a armés. Les contours stratégiques de tout projet socialiste doivent se fonder sur une conviction profondément démocratique et qui touche de larges couches populaires. Notre pédagogie, basée sur l'auto-éducation des masses par le biais de la participation civile, s'est avérée juste.

En outre, le PT reconnaît l'existence de forces et de mouvements démocratiques, populaires, de libération ou socialistes, de par le monde, qui ont une identité différente de la sienne ; il entretient avec eux des rapports privilégiés.

Aujourd'hui, nous devons faire face à de nouveaux défis ; nous ne pourrions les relever que si nous faisons preuve d'une plus grande créativité politique et idéologique. La nouvelle période historique, nationale et internationale, exige du PT, comme de toutes les forces socialistes et démocratiques, une élaboration plus audacieuse et rigoureuse.

La restructuration de l'économie du Brésil et la recomposition de l'hégémonie de la bourgeoisie qui en découle déplacent la bataille politique sur le terrain des projets globaux, avec des connotations idéologiques fortes. Au-delà

de la "stabilisation" et des plans d'"ajustement" que le gouvernement veut imposer, c'est l'insertion stratégique du Brésil sur la scène internationale qui se joue, dans le domaine économique et idéologique.

Dans la mesure où le PT influence de larges secteurs de la société brésilienne et devient une alternative politique crédible, il a besoin d'explicitier ses propositions. Beaucoup de problèmes apparemment structurels — la réforme de l'Etat, la démocratisation de la propriété de la terre, etc. — ne peuvent être traités et résolus que par le biais de définitions stratégiques profondes.

De la même façon, l'échec des expériences du prétendu "socialisme réellement existant" et le renforcement conjoncturel de l'idéologie capitaliste — qui se reflète même dans un pays comme le nôtre, victime des contradictions les plus fortes et les plus destructrices du système — nous incite à redoubler nos efforts critiques et notre réflexion, pour redonner corps à la perspective d'une démocratie socialiste dans le domaine éthique et historique.

**Quel socialisme ?**

Mais quel socialisme voulons-nous construire ? Quelle société ? Quel Etat ? Comment s'organiser sa structure productive et quelles institutions aura-t-il ? Comment conjurer concrètement les fantômes de l'autoritarisme ?

Nous pouvons déjà avancer certaines réponses à ces questions — à partir de notre expérience pratique et de nos réflexions — qui sont issues, dialectiquement, des formes de

domination que nous combattons ou qui découlent de nos convictions stratégiques forgées dans la lutte. La VIIe Rencontre nationale du PT a déblayé le terrain de cette discussion : pour mettre à bas le capitalisme et commencer la construction d'une société socialiste, il faut un changement politique radical ; les travailleurs doivent devenir la classe hégémonique de la société civile et détenir le pouvoir d'Etat. D'autres aspects de notre projet socialiste restent encore sous forme de questions ouvertes, il serait prétentieux et erroné d'y apporter une réponse immédiate. En tout cas, nous

devons faire preuve d'une intense imagination politique et d'une grande créativité pratique, en partant non seulement de nos options idéologiques, mais aussi de l'aspiration des masses opprimées à une existence plus digne.

Le PT ne pense pas que le socialisme soit un avenir inéluctable, fruit des lois économiques du capitalisme. Pour nous, le socialisme est un projet humain dont la réalisation est inconcevable sans la lutte consciente des exploités et des opprimés. Ce projet ne sera émancipateur que dans la mesure où nous le concevrons ainsi, comme nécessité et idéal des masses exploitées, capable de développer une conscience et un mouvement effectivement libérateurs. Voilà pourquoi il faut récupérer la fonction éthique de la politique ; c'est la condition *sine qua non* du rétablissement des liens entre le socialisme et l'humanisme.

La société que nous voulons construire s'inspire concrètement de la riche tradition des luttes populaires de l'histoire du Brésil. Elle doit se fonder sur la solidarité entre les hommes et être une somme d'aptitudes particulières pour résoudre les problèmes collectifs et devra être un sujet démocratique collectif, sans nier les spécificités individuelles riches et nécessaires. Elle devra préserver l'égalité fondamentale entre les citoyens, tout en sauvegardant jalousement le droit à la différence politique, religieuse, culturelle, etc. Cette société se battra pour la libération des femmes, contre le racisme et contre toutes les formes d'oppression, favorisant l'émergence d'une démocratie d'intégration, universaliste. Le pluralisme et l'auto-organisation seront non seulement autorisés mais encouragés à tous les niveaux de la vie sociale ; ils sont une antidote contre la bureaucratiation du pouvoir,

des esprits et des volontés. Tout en affirmant l'identité et l'indépendance nationales, la nouvelle société refusera toute prétention impériale, contribuant à l'instauration de rapports de coopération entre les peuples du monde. Comme nous défendons Cuba ou Grenade contre l'agression impérialiste nord-américaine, nous soutiendrons le droit à l'auto-détermination des peuples, et nous encouragerons l'action internationaliste. L'internationalisme démocratique et socialiste sera une source permanente d'inspiration.

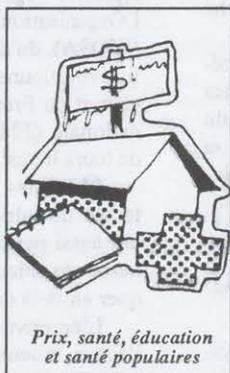
Le socialisme que nous voulons construire ne se réalisera que s'il instaure une véritable démocratie économique. Il devra donc s'organiser autour de la propriété sociale des moyens de production — qui



Fin de la dictature des patrons



Fin de la grande propriété



Prix, santé, éducation et santé populaires

ne se doit pas être confondu avec la propriété d'Etat —, qui prendra les formes choisies démocratiquement la société (individuelle, coopérative, nationalisée, etc.)

### Quelle démocratie ?

Cette démocratie économique doit dépasser la logique perverse du marché capitaliste comme celle du commandement autocratique de l'Etat qui sévit dans de nombreuses économies dites "socialistes"; ses priorités et ses objectifs devront être soumis à la volonté sociale et non à de supposés "intérêts stratégiques" de l'Etat; elle devra conjuguer — et c'est le plus grand des défis — l'augmentation de la productivité et la satisfaction des nécessités matérielles avec une nouvelle organisation du travail, qui en finisse avec l'aliénation actuelle. Elle doit renforcer la gestion de chacune des unités de production — les conseils d'usine sont une référence obligatoire — et de tout le système, par une planification stratégique sous contrôle social.

Sur le terrain politique, le socialisme devra préserver les libertés démocratiques, si difficilement arrachées dans la société capitaliste, mais aussi les élargir et les radicaliser (liberté d'opinion, de manifestation, d'organisation civile et politique des partis); elles concernent tous les citoyens, leur seule limite étant le cadre démocratique. Les instruments de la démocratie directe qui préservent la participation des masses, aux différents niveaux de la direction politique et de la gestion économique, devront coexister avec des instruments de démocratie représentative et avec des mécanismes souples de consultation populaire, capables d'exprimer les intérêts collectifs et sans ingérence du capital.

Le PT, dans sa lutte pour le socialisme, ne minimise pas les obstacles théoriques et pratiques qu'il devra franchir.

Il sait qu'il doit faire un énorme effort dans le domaine du programme et de la lutte sociale; il est plus que jamais disposé à s'y engager avec l'ensemble des forces démocratiques et transformatrices du Brésil. ★

4 juin 1990



## IVe INTERNATIONALE

### 7e camp de la jeunesse



Un car brinquebalant et poussif immatriculé en Pologne et quelques *Trabant* et autres *Skoda* ont amené cette année plus de 100 jeunes hommes et

femmes venus des quatre coins de l'Est européen au 7e camp des organisations de jeunesse européennes en solidarité avec la IVe Internationale, qui s'est déroulé du 21 au 28 juillet 1990, près de Louvain, en Belgique.

Si l'an dernier encore, les discussions sur l'"ouverture possible" à l'Est avaient passionné les jeunes Européens de l'Ouest qui participent habituellement au camp, cette année, la présence effective de ces jeunes Polonais, Tchèques, Allemands de l'Est et Hongrois — organisés ou, pour la plupart, inorganisés — avides de débats et de rencontres a permis des échanges fructueux. Lors de réunions bilatérales de délégations, les interrogations et les préoccupations ont fusé de toutes parts : comment construit-on une organisation de jeunesse ? Qu'est ce que le socialisme pour vous ? Comment allez-vous réagir face à l'introduction du marché dans vos sociétés ?

Autre exemple des questions spécifiques qui préoccupaient les jeunes camarades venus de l'Est : à l'issue du meeting sur l'Amérique centrale et Cuba, leur intérêt mais aussi leurs interrogations étaient tels que fut organisée pour eux une commission supplémentaire, animée par un représentant du Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Bien sûr, les 700 jeunes participants prirent aussi part à toutes les activités désormais "classiques" des camps de jeunes de la IVe Internatio-

## SUISSE

### « Notre Mur de Berlin »

Une grande manifestation de travailleurs immigrés — Yougoslaves, Portugais, Italiens, Espagnols et Turcs — a eu lieu à Berne, le 15 septembre 1990, à l'initiative du syndicat suisse de la construction. 30 000 personnes y ont participé pour la suppression du statut de travailleur saisonnier et pour les droits des salariés immigrés. Selon les syndicalistes suisses, il s'agissait de protester contre « notre Mur de Berlin ».

Le statut de saisonnier concerne notamment 120 000 travailleurs de la construction, du tourisme, et du secteur agricole qui disposent d'un permis de séjour limité à neuf mois, avec d'importantes restrictions : ils ne peuvent ni changer de travail, ni de lieu de résidence — c'est-à-dire déménager d'un canton à un autre — et, en aucun cas, regrouper leur famille.

Les dirigeants de l'Union générale des travailleurs de l'Etat espagnol (UGT), Nicolas Redondo, et de la Confédération générale du travail italienne (CGIL), Bruno Trentin, ont pris la parole dans ce rassemblement, en déclarant qu'il ne fallait pas accepter « un système économique européen sans un système parallèle de défense sociale des travailleurs » et que la Confédération européenne des syndicats (CES) devrait « se transformer en un véritable syndicat européen avec des pouvoirs de négociation. » ★



nale : forums centraux et commissions sur de nombreuses questions qui préoccupent de jeunes Européens d'aujourd'hui désireux de changer radicalement le monde "pourri" qui leur a été légué (précarité, écologie, racisme, anti-militarisme, exploitation du tiers monde, solidarité internationale, bouleversements à l'Est, etc.).

Les débats étaient, la plupart du temps, animés par des membres des organisations de jeunesse européennes proches de la IVe Internationale, mais y participèrent également des représentants de l'Organisation des travailleurs sud-africains (WOSA), du Sinfein d'Irlande du Nord, du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) mexicain et du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMNL), qui apportèrent des échos de leurs luttes.

Outre les meetings centraux, de nombreux temps de loisir (concerts rock, cinéma, disco) ont aussi permis à tous ces révolutionnaires en herbe de mieux se connaître et de communiquer au-delà des barrières linguistiques.

L'émouvant départ du car des jeunes de l'Est a, mieux que tous les discours, montré l'apport qu'a signifié pour eux cette rencontre. Il est à espérer que, pour le 8e camp de jeunesse, ils reviendront encore plus nombreux. ★

# Cinquante ans après la mort de Léon Trotsky

## ● Sao Paulo

L'Université de Sao Paulo, au Brésil, a organisé, du 10 au 14 septembre 1990, un symposium international sous le titre "*Passé et présent du socialisme*". Par son impact politique et intellectuel et par le nombre de participants (plus de 3 000), il s'agit probablement du plus important événement de ce type réalisé au cours de cette année.

De nombreux invités étrangers ont participé au colloque : Alexandre Pochtchekoldin de l'Institut de marxisme-léninisme de Moscou, Valery Pisigin du Club Boukarine de Moscou, Miklos Kun de l'Université de Budapest, Pierre Broué de l'Institut Léon Trotsky de Grenoble, Michael Lowy du Centre national de recherche scientifique français (CNRS), Jorge Altamira et Pablo Rieznik de l'Université de Buenos Aires et Guillermo Lora de l'Université populaire de La Paz. L'invité d'honneur était Sieva Volkov, le petit-fils de Léon Trotsky.

De nombreux universitaires et dirigeants de la gauche brésilienne ont aussi pris part au symposium : Marco Aurelio Garcia, responsable des relations internationales du Parti des travailleurs (PT) et membre de la IVE Internationale ; Valerio Arcady, membre de la direction du PT et dirigeant de Convergence socialiste, courant affilié à la Ligue internationale des travailleurs (LIT), Rui Costa Pimenta, etc. On a pu aussi

écouter deux des fondateurs et dirigeants de l'Opposition de gauche au Brésil dans les années trente : Fulvio Abramo et Edmundo Muniz. La rencontre avait été organisée par Osvaldo Coggiola, professeur à l'Université de Sao Paulo, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du trotskysme en Argentine et en Amérique latine.

Les débats ont porté sur la pensée de Trotsky, sur l'histoire du mouvement trotskyste au Brésil — avec, entre autres, une intéressante contribution de Dainis Karepovs sur le séjour brésilien de Walter Benjamin —, sur les liens entre trotskysme et surréalisme, sur les courants se réclamant de Trotsky dans le PT, et sur Trotsky et la perestroïka.

Les nombreux participants — en majorité étudiants et militants du PT — ont fait un succès de cette initiative, qui a aussi rencontré un large écho dans la grande presse, ce qui témoigne de l'influence des idées de Trotsky au sein de la gauche brésilienne et, en particulier, du Parti des travailleurs. ★



## ● Berlin-Est

Le 22 septembre 1990, à Berlin Est, plus de 200 personnes ont participé à un meeting organisé par un groupe de sympathisants de la IVE Internationale en Allemagne de l'Est pour commémorer le 50e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky.

Cette rencontre, autour du thème "*La contribution au marxisme de Trotsky*", a commencé par un discours d'Ernest Mandel, représentant le Secrétariat unifié de la IVE Internationale, et s'est poursuivie par des allocutions de Thomas Klein, député de la Gauche unie au Parlement est-allemand, de Czollek, président de l'organisation *Die Nelken* (les Oeillettes), et d'un représentant de la Plate-forme communiste au sein du Parti du socialisme démocratique (PDS). Par ailleurs, une édition monumentale des œuvres de Trotsky est publiée par l'éditeur Rasch en Allemagne. ★

## Un film sur la IV ? Ça existe !

Nous disposons, depuis juillet 1990, d'un film de présentation de la IVE Internationale ; certaines sections y parlent de leurs luttes. Le film est disponible sur support vidéo VHS, dans les systèmes de couleurs courants :

PAL, SECAM et NTSC. Il existe en version anglaise, castillane et française.

Voici donc, un bon moyen pour avoir un aperçu des activités de la IVE Internationale et de les faire connaître autour de vous. Le prix d'une copie du film est de 200 francs français ou 40 dollars.

Pour les institutions, il est demandé de prendre contact avec *Inprecor*.

Pour toute commande et règlement, nous écrire :

PEC  
2 rue Richard Lenoir  
93108-Montreuil,  
France

(Chèques à l'ordre de la PEC, virements postaux au n° de compte 2 322 42 T Paris). ★

## ● Paris

Pour commémorer le cinquantième anniversaire de la mort de Léon Trotsky, près de 500 personnes se sont réunies à l'initiative de Pierre Broué (directeur de l'Institut Léon Trotsky), à l'université de la Sorbonne à Paris, le 13 octobre 1990.

Au cours de ce colloque, deux tables rondes ont eu lieu : l'une sur le combat de Trotsky contre le stalinisme et l'autre, sur l'actualité de Trotsky à l'heure de la perestroïka. Plusieurs personnalités ont pris la parole : Ernest Mandel (du Secrétariat unifié de la IVE Inter-

la biographie de Trotsky d'Isaac Deutscher. Les orateurs ont souligné l'actualité de la pensée de Trotsky et établi la distinction nécessaire entre la faillite de l'URSS et celle du socialisme. Kamil Dagher a également dressé un bilan des positions de la IVE Internationale sur les problèmes de la région arabe, depuis la partition de la Palestine en 1947 jusqu'à la présente crise du Golfe.

La conférence était présidée par Maan Bachour, intellectuel progressiste libanais bien connu dans le pays. On trouvait aussi dans l'assistance des personnes venues du secteur chrétien de la capitale. ★

nationale), Maurice Nadeau (éditeur et écrivain), Vladimir Billik (historien de Leningrad), Catherine Samary (économiste), Vadim Ragovine (sociologue et militant du PCUS à Moscou), Didier Motchane (vice-président du club République moderne du Parti socialiste).

De la nécessaire réhabilitation à l'actualité de son combat, en URSS et ailleurs, l'après-midi a été enrichissante pour tous les participants. La présence et les exposés des deux Soviétiques ont été très remarquables. ★

# Nostalgies coloniales

AU RWANDA (comme au Gabon, en mai 1990) (1), une fois encore, il ne s'agit pas pour les troupes françaises et belges d'une simple mission humanitaire. Jamais, la vie des ressortissants n'a été menacée. Si tel avait été le cas, il aurait suffi de leur conseiller de rentrer, et d'envoyer des avions pour les rapatrier. Mais le premier avion belge qui a décollé pour Kigali, le 3 octobre 1990, était bourré d'armes pour le régime, et il est revenu à vide. Selon un porte-parole du Front patriotique national, qui aurait mené cette attaque, les « *étrangers ne courent aucun danger. Il s'agit de régler un problème intérieur rwandais* », c'est-à-dire le retour au Rwanda de dizaines de milliers de réfugiés d'origine tutsie qui se trouvent actuellement en Ouganda (2).

Il existe trois ethnies différentes au Rwanda : les Hutus (90 %), les Tutsis (9 %) et les Twas (1 %). Arrivé au pouvoir en 1973, à la faveur d'un coup d'Etat militaire, le général Habyarimana (Hutu) règne en maître sur un régime de parti unique.

La question des rapports entre ethnies au Rwanda plonge ses racines dans plusieurs siècles de domination féodale tutsie, alors qu'au contraire, les Hutus, ethnie du président de l'Etat rwandais, auraient plutôt été favorisés pendant la période coloniale.

## Les plaies coloniales

Mais, le conflit n'est plus purement ethnique. Aujourd'hui, les vieux antagonismes expriment de façon déformée des tensions sociales croissantes qui sont le produit de l'exploitation coloniale et néocoloniale. Celles-ci sont l'expression d'un mode de gestion des affaires publiques (clientélisme et corruption) qui sert généralement les intérêts des puissances étrangères omniprésentes sur place.

Le Rwanda est pris dans l'état d'une triple difficulté : la croissance démographique, la dette extérieure et l'insuffisance de la production alimentaire. Le Rwanda est écrasé par sa dette, et sa vulnérabilité économique causée par la monoculture du café ; la chute du cours de ce

Le 1er octobre 1990, des "forces rebelles" venues de l'Ouganda voisin se sont introduites au Rwanda, parvenant même jusqu'à Kigali, la capitale du pays. Ancien protectorat de la Belgique, après la Première Guerre mondiale, le Rwanda compte plus de 1 600 ressortissants belges et 650 français. Sous prétexte « *d'assurer leur sécurité* », les gouvernements de ces deux pays ont dépêché sur place des centaines de militaires et de parachutistes.

Claude DEVILLIERS

produit sur le marché mondial n'a fait que renforcer la faiblesse dont souffrent beaucoup de pays du tiers monde.

Il en résulte une situation extrêmement tendue, qui ne peut que s'aggraver très rapidement.

C'est le pays le plus densément peuplé du continent africain : 266 habitants au Km<sup>2</sup>. C'est un chiffre très élevé pour un pays où la population rurale représente 93 % du total, où pratiquement toute la terre arable est utilisée et où le taux de croissance démographique est de 3,7 % par an. Les Rwandais étaient 5,4 millions en 1982 ; ils devraient être 10,2 millions en l'an 2 000.

Comme une grande partie de la production agricole est basée sur la petite exploitation familiale, l'ensemble de ces données débouche sur un mouvement croissant. Il y a dix ans, l'objectif était d'"un hectare par famille". Aujourd'hui, la taille moyenne des lopins est de 0,8 ares et la population agricole sur un hectare de terre arable est, en moyenne, de 5,2 personnes.

C'est sur cette situation qui se greffe l'endettement. La dette du Rwanda a explosé ces quinze dernières années, comme celle de tous les pays du tiers monde : 49 millions de dollars en 1976, 456 millions de dollars en 1986 (22 % du Produit national brut, PNB). Le service de la dette se monte à 28 millions de dollars (3).

La France, la Belgique et le Rwanda ne sont liés, officiellement, par aucun accord de défense. On sait simplement qu'au titre de la coopération, des militaires travaillaient au Rwanda, surtout dans le domaine logistique. La presse internationale ne fait, d'ailleurs, aucun mystère de la réalité : l'intervention militaire franco-belge semble avoir sauvé un gouvernement qui était sur le point de s'effondrer.

Wilfried Martens, Premier ministre belge reconnaît, à contre-cœur, que le contingent belge « *procure un certain avantage aux forces rwandaises* », même si son gouvernement n'a pas pris en compte la demande du président rwandais qui souhaitait que les forces armées belges s'interposent directement entre ses troupes et ses adversaires. De plus, un accord de défense mutuel entre le Zaïre et le Rwanda a permis à l'armée zaïroise de venir en "aide" à l'armée rwandaise. Faut-il croire naïvement que les responsables militaires français et belges, sur place, n'ont donné aucun conseil ni fourni aucune aide aux troupes rwandaise et zaïroise ?

## Complicité d'assassinat

En réalité, les gouvernements belge et français sont ainsi complices d'assassinat. Les nombreux témoignages recueillis par les envoyés de la presse internationale ne laissent aucun doute là-dessus : un bain de sang est perpétré au Rwanda. Aucune des deux puissances ne fait état d'exactions commises par l'"armée rebelle" (au contraire : un officier rwandais dit qu'elle est « *disciplinée* » et qu'elle « *paye tout ce qu'elle achète* »).

Par contre, la dictature du président Habyarimana a massacré des civils tutsis, y compris des femmes et des enfants, tire profit de la guerre pour réprimer toute contestation, de quelque ethnie qu'elle émane, et profite de la situation pour régler ses comptes au sein même de l'appareil d'Etat et du parti unique — contrôlés par les Hutus —, en attisant les conflits ethniques.

En Belgique, la révélation des violences perpétrées par l'armée rwandaise et la répression tout azimut ont finalement provoqué quelques remous au sein même du gouvernement. En France, la presse, toujours soucieuse des intérêts français en Afrique, a resté fort discrète sur l'évolution de la situation au Rwanda. Encore une belle occasion pour les socialistes français au pouvoir de montrer leur libre interprétation des "droits de l'homme". ★

19 octobre 1990